



2017

RAPPORT ANNUEL

Sommaire

p. 4

Lédito de la Présidente

p. 8

La vie de la CGE

- Les stratégies numériques des établissements d'enseignement supérieur
- Le colloque du 18 mai 2017
- Colloque « Accompagner la diversité dans les campus »
- L'assemblée générale
- Ancrer le Service Civique dans le parcours des jeunes

p. 22

Les activités des commissions de la CGE

- Accréditation
- Amont
- Aval
- Le chapitre des écoles de management
- Communication
- Développement durable & RS
- Diversité
- Formation
- Recherche et transferts
- Vie étudiante

p. 44

Mieux connaître la CGE

- Organigramme de la CGE
- Le bureau
- Le conseil d'administration
- La délégation générale
- Les écoles membres de la CGE
- Les entreprises et organismes membres

p. 6

Qu'est-ce que la CGE

- 2016-2017 : temps forts et chiffres clés

p. 16

Dossiers thématiques

- Les incubateurs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche
- Labels CGE et formation professionnelle continue : enjeux et perspectives

p. 34

L'Observatoire de la CGE

- L'enquête Mobilité 2017
- L'enquête Insertion des diplômés des Grandes écoles 2017
- La Conférence des grandes écoles
- Les Grandes écoles : acteurs majeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche
- L'évolution des labels
- R²D²

Crédits photos

- © Christian Jacquet
- © Fotolia

Conception, illustrations et mise en pages



Valérie Latchague Causse
virgulerouge@free.fr
06 81 69 14 99

L'éditorial

Anne-Lucie Wack

Présidente de la Conférence des grandes écoles

Une vision novatrice de l'enseignement supérieur

Sur l'année 2016-2017 la CGE a multiplié et intensifié les rencontres avec les équipes de campagne des candidats, les parlementaires, les entreprises, associations et fondations, et autres partenaires du monde socio-économique pour développer sa vision novatrice de l'enseignement supérieur, fondée sur un objectif majeur : « Faire réussir la jeunesse¹⁾ » et sur une approche pragmatique étayée par des propositions concrètes. Dévoilées le 29 sept 2016 au Palais du Luxembourg, bien relayées par la presse, ces propositions ont servi de guide pour des échanges soutenus tant au niveau national que dans les territoires, grâce aux relais efficace des présidents de conférences régionales des Grandes écoles en Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine, Hauts-de-France, Paca, Occitanie, Rhône-Alpes...

Les propositions de la CGE semblent trouver aujourd'hui un écho favorable, comme en témoignent les chantiers engagés par la nouvelle ministre de l'ESRI sur la réussite et l'orientation des étudiants avec l'évolution d'APB et la question des prérequis à l'université, ou sur les regroupements de site. Ces évolutions laissent espérer la fin de rigidités qui ont paralysé l'évolution de l'enseignement supérieur, conduisant à l'absurdité du tirage au sort et à la sélection par l'échec. Elles ouvrent la perspective de montages plus souples permettant une bonne articulation écoles-universités.

La CGE sur tous les fronts pour appuyer la dynamique et la performance des Grandes écoles

L'année 2017 a été marquée par une montée en puissance et en visibilité de notre communauté sur les grands enjeux de transformation de l'ESR, rythmée par des événements phares présentés dans ce rapport : la conférence stratégie numérique avec le CNum à l'ESSEC en octobre 2016 ; la présentation de l'étude sur les incubateurs et leur impact sur les dynamiques ter-



Les Grandes écoles : une chance pour la France

« Les Grandes écoles font partie des chances de notre pays » : c'est par ces mots que Frédérique Vidal a ouvert l'assemblée générale de la CGE le 20 juin 2017, occasion de sa première intervention publique, devant les dirigeants des Grandes écoles réunis à l'ESCE à Paris, affirmant d'emblée la place et la contribution des Grandes écoles dans l'écosystème en bonne articulation avec les universités.

Après une année 2016-2017 particulièrement intense pour la CGE du fait notamment de l'élection présidentielle de mai 2017, et certaines inquiétudes ou tensions sur les perspectives d'évolution de l'ESR les déclarations de la ministre gouvernement ont permis de clore l'année académique sur une note optimiste, tout en posant les bases d'une nouvelle donne politique pour nos lignes d'actions 2017-2019.

1. *Faire réussir la jeunesse - pour un enseignement supérieur agile, attractif, soutenable et ouvert* - propositions de la CGE pour l'élection présidentielle, 17 pages, septembre 2016



ritoriales à BPI France en avril 2017 ; le colloque sur la transformation pédagogique en mai 2017 à l'ESCP Europe et celui sur la diversité en juin 2017 à l'ISIT.

L'année 2017 a également été marquée par une forte mobilisation de la CGE sur de nombreux sujets impactant fortement la vie et l'avenir des écoles. Ainsi la CGE, riche des travaux de ses 11 commissions et de ses 46 groupes de travail, est montée au créneau sur la réforme des stages, le développement de l'apprentissage et son financement, les formations courtes, le droit des étrangers, le handicap, l'égalité femmes-hommes, ou l'ouverture sociale. Les avancées, présentées dans ce rapport par les différentes commissions, se sont également traduites par des vade-mecum envoyés aux écoles, et la signature de protocoles avec les ministères et les autres conférences sur l'ouverture sociale (mars 2017) ou les discriminations sexistes (janvier 2017).

Enfin la CGE s'est engagée dans des actions permettant des applications concrètes, notamment sur l'engagement étudiant (signature en juin 2017 d'une convention avec l'Agence du Service Civique pour promouvoir le service civique d'initiative dans les écoles), ou sur les prêts étudiants responsables avec un pôle de 30 Grandes écoles volontaires.

La CGE renforce son attractivité par l'intégration de nouvelles écoles et le développement de ses formations labellisées

La communauté CGE fait déjà masse, avec ses 223 Grandes écoles, représentant plus de 40 % des diplômés de grade master du pays.

Les nombreuses nouvelles candidatures d'écoles et demandes de labellisation de nouvelles formations témoignent de l'attractivité de la CGE et du label « Grande écoles », non seulement pour les établissements en France mais aussi pour des écoles internationales ou des établissements étrangers pour lesquels le label « Grande école à la française » a de la valeur.

Les nouvelles intégrations d'écoles font aussi que de nouvelles familles s'étoffent au sein de la CGE, comme celle des IEP ou des écoles d'architecture, renforçant la transversalité et la diversité qui font la richesse, la représentativité et la spécificité de la CGE – portant la

voix d'établissements représentés par aucune autre conférence, comme les écoles d'architecture, art, design, santé, journalisme, communication...

Une insertion professionnelle toujours au plus haut, des diplômés littéralement aspirés par les entreprises dès la sortie de l'école

L'enquête Insertion 2017 montre que les diplômés sont littéralement aspirés dès la sortie de l'école, 87 % en moins de 6 mois (plein emploi à 12 mois) et 8 sur 10 en CDI. Contrairement à une idée reçue, les Grandes écoles de la CGE ne forment pas seulement les futures élites du CAC 40. Leurs diplômés sont embauchés à 40 % par les TPE et PME, 30 % par les ETI, et 30 % par les grands groupes. Seul bémol, l'inégalité femmes-hommes perdure, tant sur la rapidité d'insertion que sur le niveau de salaire, une injustice à laquelle il va falloir assurément remédier.

Une nouvelle donne politique et de nouveaux enjeux pour la mandature 2017-2019

La rentrée académique 2017 s'ouvre sur une nouvelle donne politique nationale et internationale et les dossiers sont déjà sur la table : financement de l'enseignement supérieur avec le congrès de Rennes sur ce thème en octobre 2017 ; apprentissage et évolution de la part barème de la taxe ; regroupements de site et articulation Grandes écoles-universités ; nouveaux cursus en formations courtes ; transformation pédagogique et numérique ; rayonnement international ; ou encore les suites du recours auprès du Conseil d'État sur la question du Diplôme national de Master et la question plus large de la diplomation et de l'accréditation...

Forte de ses 223 Grandes écoles membres, la CGE continuera à porter, avec une volonté d'ouverture et de contribution positive, sa vision novatrice et pragmatique de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

2016-2017

Temps forts et chiffres clés

Les temps forts 2016

29 septembre : présentation des propositions pour la présidentielle "Faire réussir la jeunesse"

Les temps forts 2017

31 janvier : assemblée générale, intervenants : Jean-Richard Cytermann, Chef du service de l'IGAENR et Président du CA de l'INED, Claire Giry – Directrice de programme Centres d'excellence (CGI), Jean-Pierre Korolitski – Conseiller auprès du Commissaire général (CGI) et Bertrand Monthubert – Président du Comité Livre Blanc de l'ESR

4 avril : présentation de l'enquête « Incubateurs des établissements d'enseignement supérieur et dynamique des territoire » à BPI France

18 avril : ouverture du portail CDEFI-CGE-CTI « Données certifiées presse »

5 mai : signature de la lettre de soutien à la candidature de Paris 2024 pour l'organisation des jeux olympiques et paralympiques

18 mai : colloque CGE « L'Innovation au service de la pédagogie » à l'ESCP Europe

13 juin : présentation à la presse de l'enquête 2017 Insertion des jeunes diplômés

20 juin : assemblée générale, intervenants : Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et Jean-Paul de Gaudemar, Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie

26 et 27 juin : colloque « Accueillir la diversité dans les campus » à l'ISIT

Les nouveaux partenariats 2017 de la CGE

13 mars : partenariat FÉDÉEH

21 mars : protocole pour une démocratisation exigeante

20 juin : convention avec l'Agence du Service Civique

Les nouveaux membres de la CGE (AG de juin 2017)

Au sein du collège « Écoles »

■ **ebs Paris** – Directrice : Delphine Manceau

■ **ENS Rennes** – Président : Pascal Mognol

■ **INSEAD** – Directeur général de l'administration : Eric Ponsoynet

Au sein du collège « Organismes »

■ **n+i** – Directeur exécutif : Jean-Pierre Trotignon

Journées, congrès et colloques des commissions et groupes de travail

2016

26 octobre (Paris) : assemblée annuelle des commissions Développement durable de la CGE et de la CPU

6 décembre : commission Recherche : remise des prix de recherche « Bourses Bernard Sutter », 1^{ère} édition

"Chiffres clés"

142 écoles d'ingénieur
(toutes habilitées par la Commission des titres d'ingénieur, condition indispensable pour postuler à la CGE)

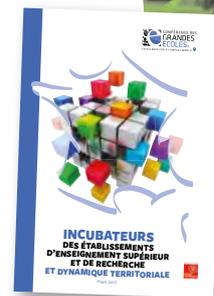
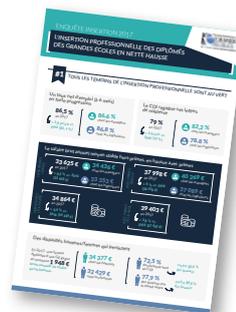
37 écoles de management françaises
(habilitées à délivrer le grade national de master (liste CEFDG))

30 écoles d'autres spécialités

14 établissements étrangers

8 entreprises

37 organismes
dont les activités sont liées à l'enseignement supérieur



2017

- 26 janvier : AG du Chapitre (ESCP Europe - Paris)
- 9 et 10 février : rencontres GT Relations Internationales (GEM - Grenoble)
- 16 et 17 mars : séminaire GT Recherche (PSB - Paris)
- 11 et 12 avril : colloque CGE/CPU DD&RSE « former au monde demain » (Clermont-Ferrand)
- 29 et 30 mars : séminaire Cpas1Option sur les comportements addictifs (Lyon)
- 5 mai 2017 : soutien de la candidature pour l'organisation des jeux olympiques et paralympiques Paris 2024 (Beauvais)
- 10 au 12 mai : 30^{es} Rencontres Relations Entreprises (INSEEC - Bordeaux)
- 16 et 17 mai : les Rendez-vous des référents du Développement durable (R²D²) (ESAIP - Angers)
- 6 juin : AG du Chapitre (INSEEC - Bordeaux)
- 29 et 30 juin : rencontres GT Relations Internationales (dans les locaux de Sup de Co La Rochelle)

La commission Accréditation s'est réunie en Séance plénière les 20 octobre, 17 novembre, 14 décembre 2016 et les 19 janvier, 23 février 2017 et en séance extraordinaire le 30 mars 2017

Le Groupe Ouverture Sociale (GOS) s'est réuni les 11 octobre, 20 novembre, 15 décembre 2016 et les 31 janvier, 28 mars, 18 mai et 27 juin 2017

Publications et enquêtes

- 29 septembre 2016 : propositions pour la présidentielle « Faire réussir la jeunesse »
- Octobre 2016 : rapport d'activité 2016
- 26 octobre 2016 : auto-évaluation DD&RS des établissements d'enseignement supérieur
- 14 novembre 2016 : fiches pratiques : "Concours et situations de handicap"
- Mars 2017 : fiche anti idées reçues « Classes préparatoires »
- Mars 2017 : enquête sur la formation des créateurs d'entreprises présentes au CES de Las Vegas
- 4 Avril 2017 : étude incubateurs
- 18 mai 2017 : Livre Blanc « 6 propositions pour reconnaître l'excellence et les pédagogies innovantes dans l'enseignement supérieur – le cas des écoles de management françaises »
- 13 juin 2017 : enquête Insertion 2017
- juin 2017 : Baromètre Égalité femmes-hommes
- 4 juillet 2017 : publication de la contribution de la CGE auprès de l'ONU « Mobilité internationale : création d'un document opposable à toutes discriminations des étudiant(e)s en situation de handicap »
- Juillet 2017 : enquête Émergence du Fundraising dans les Grandes écoles en France
- Juillet 2017 : enquête taxe d'apprentissage 2016

de 300 à 11 000 étudiants par établissement

un diplôme nécessitant 5 à 6 ans de formation post-bac

41,2 % des diplômés master en France

1/3 des thèses soutenues en France préparées dans les laboratoires des Grandes écoles

421 000 étudiants dans l'ensemble de la filière classes préparatoires / Grandes écoles.

Les stratégies numériques des établissements d'enseignement supérieur et le label "établissement certifié numérique" de la CGE

La CGE place la transformation numérique au cœur de ses réflexions. C'est un défi majeur à relever pour garantir un enseignement supérieur plus performant et adapté aux besoins évolutifs des apprenants et du monde socio-économique.

Consciente de ces enjeux, la CGE a organisé, avec le Conseil National du Numérique (CNum), une journée de réflexion sur les stratégies numériques des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, le 19 octobre 2016 à l'ESSEC, présidée par Jean-Michel Blanquer*. Une centaine de personnes a participé à cet événement, riche en débats.

À cette occasion, la CGE a officialisé le lancement du label « Établissement certifié numérique » ayant pour vocation d'habilitier ses écoles membres à délivrer des formations numériques entièrement à distance.

Cette démarche répond à trois objectifs :

- inscrire la pédagogie dans la modernité et au cœur de la stratégie des établissements
- soutenir les actions menées par les écoles membres pour développer les formations à distance
- permettre, par la transformation numérique, le développement de la créativité individuelle des étudiants et l'intelligence collective

Focus sur les critères exigés auprès des établissements pour obtenir le label

- l'ancrage de l'établissement dans l'enseignement numérique et la déclinaison de ses expériences
- la maîtrise de l'écosystème réglementaire, technique et métier de la formation en ligne
- l'organisation de la pédagogie numérique
- l'administration générale de la formation numérique

L'obtention de ce label sera possible dès la rentrée 2017. Elle se fera en deux étapes : une certification de l'établissement qui sera réalisée par un comité d'habilitation numérique, ensuite la labellisation de la formation, grâce à la commission Accréditation de la CGE.

Dans la continuité de la qualité exigée pour ses formations labellisées, la CGE se place, avec ce nouveau label, comme un organisme garantissant l'excellence des formations entièrement à distance.

Elle accompagne ainsi la transformation numérique de ses écoles membres, promeut de nouvelles formes d'apprentissage et ouvre des perspectives pour inventer le modèle de l'enseignement supérieur de demain.

Au cours de cette journée, le CNum a présenté le référentiel d'actions « Université numérique » qui propose de mettre en cohérence différentes actions pour que le numérique soit le levier d'une transformation globale à l'échelle d'un établissement ou d'un site. Il permet une double lecture : à la fois opérationnelle et stratégique. Ce référentiel peut ainsi servir différents usages en fonction de l'identité et de la situation de chaque acteur. Il a vocation en priorité à aider les établissements à élaborer, consolider, adapter leur scénario singulier de stratégie numérique en s'appuyant sur un cadre commun.

Ce cadre est le fruit d'une réflexion animée par le Conseil National du Numérique à la demande de Thierry Mandon, Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et d'un travail collaboratif avec les acteurs de l'ESR. La version initiale du référentiel, remise en mai 2016, a fait l'objet d'un cycle d'ateliers auxquels la CGE a contribué (en décembre 2016) notamment à travers son groupe de travail "stratégies numériques et formations à distance".

* Alors président de la commission Formation de la CGE



Le colloque du 18 mai 2017

« L'innovation au service de la pédagogie : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur »

Le colloque organisé par la CGE le 18 mai 2017 à l'ESCP Europe a suscité un grand intérêt auprès des équipes pédagogiques des écoles membres de la CGE (directeurs des études, responsables des formations, responsables du département numérique) mais pas exclusivement.

Parmi les 426 inscrits, 150 étaient des représentants des ministères, des universités, des EdTech et des étudiants. La presse avait également été conviée.

Tous ont pu débattre, échanger et mener une réflexion stratégique et prospective sur la transformation des établissements d'enseignement supérieur grâce à l'innovation pédagogique.

Il s'agit d'un défi majeur qui doit être relevé afin de garantir un enseignement supérieur plus performant et adapté aux besoins évolutifs des apprenants et du monde socio-économique.

Ce colloque a permis d'analyser les leviers favorisant l'innovation dans la pédagogie et de mesurer la capacité des établissements à la mener et à la valoriser.

Un colloque largement "Tweeté"

Les tweets de la CGE ont été affichés plus de 43 400 fois sur le hashtag #ColloqueCGE : 1 536 tweets ont été publiés par 244 utilisateurs pour une audience potentielle de 3,2 millions de personnes.

Merci aux intervenants

Catherine Becchetti-Bizot, inspectrice générale de l'éducation nationale, chargée de mission numérique et pédagogie, MENESR

Éric Cornuel, directeur général, European foundation for management development (EFMD)

Jean-François Fiorina, directeur général adjoint de Grenoble École de Management

Xavier Fouger, Global Academia Senior Director Dassault Systèmes

Dominique Gillot, sénatrice du Val-d'Oise

Jean-Christophe Hauguel, directeur général adjoint de l'EM Normandie

Henri Isaac, vice-président en charge du numérique à l'Université Paris-Dauphine

Julie Joly, directrice du Centre de formation des journalistes (CFJ)

Philippe Lalle, professeur des universités, université Lyon 1 – conseiller stratégique pour la pédagogie, DGESIP

Christelle Lison, professeure agrégée à l'Université de Sherbrooke (téléprésence)

Laurent Mahieu, président de la Commission des Titres d'Ingénieur (CTI)

Thierry Marx, chef étoilé

Marc Partouche, directeur de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs

Jean-Yves Plantec, enseignant-chercheur et chargé de mission TICE à l'INSA de Toulouse

Benoît Raucant, président du Louvain Learning Lab – École Polytechnique de l'Université Catholique de Louvain

Nicole Rege Colet, fondatrice de l'Institut de développement et d'Innovation pédagogique de l'université de Strasbourg

François Taddei, directeur du Centre de recherches interdisciplinaires à Paris

Sophie de Tarlé, journaliste, chef du service le Figaro Étudiant

Imma Tubella, présidente de l'université ouverte de Catalogne

Jean-Michel Blanquer nommé Ministre de l'Éducation nationale la veille du colloque a été remplacé par Frank Bournois, directeur général de l'ESCP Europe et nouveau président de la commission Formation de la CGE.

Ils ont dit

Henri ISAAC

“Nous ne devons pas avoir peur de la « plateformisation » (et non « ubérisation », terme qui effraie). Depuis vingt ans, j'entends que nous allons disparaître. La vague des MOOC a ravivé cette crainte.”

Sophie de TARLE

“Le problème de motivation est central. L'abandon est élevé en présentiel, encore plus en ligne.”

Isabella TUBELLA

“En tant qu'universitaire, je suis persuadée que nous n'allons pas disparaître, mais nous devons nous transformer et demeurer prudents.”



Dominique GILLOT

“L'école doit constituer une matrice où toutes les activités humaines peuvent s'amplifier afin de devenir une personnalité riche de connaissances, d'émotions et responsable de son épanouissement.”

Nicole REGE-COLET

“D'après moi, le principal levier d'action porte sur les questions que nous nous posons. Le plus important est pourquoi, moins le comment.”

Marc PARTOUCHE

“Notre objectif est de former ceux qui ont l'ambition de devenir des auteurs. Ceux qui ne le seront pas n'auront en tout cas pas de problème d'employabilité.”

Frank BOURNOIS

“Quelles évolutions sont à venir ? Nos établissements sont en effet confrontés à des transformations de long terme, dont l'impact sur l'immobilier, l'ergonomie, l'appréhension du confort de l'étudiant et de l'enseignant est important.”

Jean-Yves PLANTEC

“S'agissant des tendances qui se dessinent, un levier fort est la nouveauté, l'appétence et l'intérêt nouveau et massif des enseignants pour la pédagogie.”



Jean-François FIORINA

“Je constate qu'une grande partie des EdTech émane de nos étudiants, qui se sont interrogés sur l'éducation et ont créé à partir de leurs frustrations ou mauvaises expériences.”

Catherine BECCHETTI-BIZOT

“L'éducation ne doit pas seulement devenir un terrain d'expérimentation pour la recherche. Nous sommes tous chercheurs, apprenants et formateurs d'autres.”



Julie JOLY

“Pour innover, nous avons besoin d'espace, d'outils ainsi que d'établissements et d'enseignants motivés”

Laurent MAHIEU

“Jusqu'à présent, la CTI analysait ces aspects « à grosse maille ». Progressivement, nous avons évalué le nombre d'heures dévolues à une démarche de projet.”

Éric CORNUEL

“La pédagogie, le développement personnel de l'apprenant et les innovations sont entièrement intégrés dans nos critères et standards d'accréditation. Nous sommes néanmoins confrontés à un éléphant : la recherche.”

Jean-Christophe HAUGUEL

“La pédagogie n'est pas suffisamment prise en compte, ce qui crée des frustrations. Le temps consacré à la pédagogie pendant l'audit est relativement limité. Des propositions concrètes ont donc été établies.

La première est l'instauration d'une commission d'évaluation de la pédagogie dans les établissements supérieurs au sein de nos tutelles, comme un équivalent du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).”



Philippe LALLE

“La formation ne suffit pas. Les structures d'appui pour former et trouver doivent être disponibles dans les établissements, notamment en termes de locaux. L'ensemble de l'environnement doit être transformé.”

Benoît RAUCENT

“Un travail a été réalisé pour que l'enseignement soit reconnu au même titre que la recherche... Nous avons redonné de l'importance à l'enseignement. Ces outils permettent d'objectiver la compétence pédagogique.”

Synthèse du colloque par Anne-Lucie Wack

Je proposerai de retenir quatre grandes conclusions à l'issue de cette journée.

Un contexte favorable et un diagnostic clair et partagé

Le diagnostic semble clair et partagé sur le besoin de réinventer une société apprenante avec un nouvel équilibre des rôles apprendre-enseigner-chercher, en mobilisant l'intelligence collective et le partage d'expérience au service de la pédagogie.

Les facteurs favorables pour opérer cette mutation sont bien là : l'appétence des enseignants pour de nouvelles formes pédagogiques, la force des étudiants qui nous poussent dans cette direction et ont des choses à nous apporter pour faire évoluer la pédagogie, et le besoin des entreprises sur la transformation des compétences pour mieux aborder la complexité.

Des questions qui se posent

De nombreuses questions générales ont été posées (Quelle est l'école du futur ?), ainsi que d'autres plus spécifiques (Comment repenser l'évaluation ? Quelles sont les frontières de la salle de classe ?), voire identitaires pour l'enseignement supérieur (Quelle valeur ajoutée du présentiel par rapport au numérique ?)

Des leçons à tirer et des erreurs à ne pas commettre

On peut tirer trois grandes leçons des débats de cette journée. Premièrement, rien n'est pire que la normalisation ou l'uniformisation et aucun modèle pédagogique ne dure, il faut sans cesse se réinventer en évitant les positions dogmatiques.

Deuxièmement, il est ressorti clairement que l'attention se porte souvent trop sur le « comment » au détriment du « pourquoi ». La question est d'abord de savoir pourquoi on veut apprendre, pourquoi on veut transformer ?

Troisièmement, il est apparu que la place de la pédagogie et le besoin de réflexivité et de recherche en pédagogie ont été sous-estimés ces dernières années.

Des leviers pour une transformation pédagogique

Des débats de cette journée je propose de retenir six leviers :

- **la mutualisation et le partage d'expériences**, en passant de logiques individuelles à des logiques collectives ; la question étant aussi de savoir comment opérer le tri dans toutes les initiatives et d'en déterminer la qualité (ex. des Moocs notamment)
- **l'hybridation des modes d'apprentissage** pour tous et les mix pédagogiques, et ce tout au long de la vie, car la formation ne s'arrête pas au diplôme initial
- **le changement de paradigme** et d'équilibre entre la place du questionnement vs la place de la connaissance pour passer d'une pédagogie centrée sur l'apprentissage par le cours, à une pédagogie centrée sur l'apprentissage par le projet où le questionnement et la résolution de problème « tirent » le cours
- **les ingrédients-clé du changement** qui sont la capacité à donner du sens, offrir le droit à essayer et à expérimenter et le droit à l'erreur (« pédagogie de l'erreur »), donner confiance et décloisonner les approches en créant des passerelles entre les différents mondes, et développer la réflexivité. En soulignant la capacité à se réinventer dans un cadre facilitant, à réunir des cerveaux dans des collectifs avec des mentors bienveillants, il semble que nous ayons en partie répondu à la question initiale de ce qu'est l'École du futur
- **la prise en compte et la valorisation de l'innovation pédagogique** par les établissements, les organismes accréditeurs, les classements, etc. L'EFMD et la CTI ont fait évoluer leurs référentiels concernant l'innovation pédagogique en plaçant l'apprenant au centre
- **la nécessaire traduction de ces changements** et progrès dans les textes législatifs ou institutionnels et le besoin de mettre en place les mécanismes incitatifs pour les favoriser.



Colloque « Accompagner la diversité dans les campus »

Le colloque « Accompagner la diversité dans les campus » organisé les 26 et 27 juin, par la CGE à l'ISIT avec le concours très actif de ses étudiants, a permis de rassembler les actrices et acteurs œuvrant pour la diversification des profils des étudiant(e)s des écoles membres autour de thèmes croisés.

Ouverture sociale, égalité femmes-hommes, laïcité et accueil des étudiant(e)s en situation de handicap constituent les piliers de l'intégration dans nos écoles, de jeunes aux profils très variés.

Il est, en effet, de la responsabilité sociétale des établissements de promouvoir et transmettre aux étudiant(e)s les valeurs de la diversité, qu'ils et elles porteront dans leurs fonctions de cadres et de futurs managers, au moment de leur insertion professionnelle, ainsi que dans leur vie de citoyen.

Ce colloque a traité ce sujet sous l'angle de la définition de la diversité et de sa place dans la société française. Les tables rondes, interventions et questions posées par la salle ont permis d'aborder de nombreux points : le vivre ensemble, le financement des études, l'accueil des étudiants dans leur diversité et la vie associative. Tous ces aspects représentent des axes majeurs de réflexion et d'action pour l'intégration des étudiants dans leur diversité.

Nathalie Gormezano, présidente de la commission Diversité :

“ Nous venons de vivre ensemble des moments riches en réflexions et en échanges sur les questions de la diversité dans les campus et, plus largement, dans l'enseignement supérieur. Des points de vue à la fois institutionnel, philosophique, scientifique, pratique, issus des expériences terrain des uns et des autres ; départagés et débattus sous différentes formes : plénières ou plus intimistes lors des groupes de réflexion. Ce qui en ressort de façon assez synthétique est une convergence d'une nécessité, d'une, ou plutôt de diverses stratégies de la diversité vers les politiques d'établissement qui fait écho plus largement à la nécessité d'une stratégie de la diversité au niveau des politiques locales, régionales, nationales, européennes et internationales...

...L'enseignement supérieur est également le lieu de la recherche, un univers où l'on pense et où l'on essaie d'apporter des questionnements si ce n'est des réponses mais aussi de donner des outils pour construire des réponses et faire en sorte qu'on puisse vivre ensemble.”



Ils ont dit

Patrick Gohet

“Tout ce que l'on peut faire pour les personnes handicapées est un investissement sociétal.”



Hamou Bouakkaz

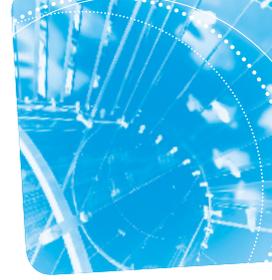
“Il vaut mieux essayer et se planter que de se dire “je ne vais pas y arriver”.”

Nicolas Cadène

“Il faudrait qu'il y ait un référent laïcité dans chaque établissement d'enseignement supérieur.”

Blandine Kriegel

“Il nous faut unifier la diversité selon notre code Liberté Égalité Fraternité”



Merci aux intervenants

Jean-Philippe Ammeux, Directeur général de l'IESEG et Président de la FESIC

Elaine Bacha, Professeur-Chercheur, Skema Business School

Feres Belghith, Directeur de l'Observatoire de la Vie Étudiante

Pascale Borel, Professeur de marketing, ESC Clermont

Lilandra Boulais, Responsable développement, BNEI

Nicolas Cadène, Rapporteur Général de l'Observatoire de la laïcité

Louis-Marie Clouet, Directeur de la recherche et de l'innovation, ISIT

Chantal Dardelet, Chargée de l'Égalité des chances, ESSEC

Philippe Dive, Responsable des formations, Académie de Versailles

Mélanie Duval, Responsable vie étudiante et insertion professionnelle, FÉDÉEH

Krista Finstad-Milion, Professeure Associée, ICN Business School

Clémence Fouquet, Chargée de mission Diversité & Handicap, groupe TOTAL

Fatiha Gas, Directeur ESIEA, Paris Campus

Patrick Gohet, Adjoint du Défenseur des droits en charge de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité

Stéphane Labille, Consultant Recrutement et formateur, Handicap & Diversité, TH Conseil

Aymeric Marmorat, Directeur exécutif, Enactus France

Katharina Maschke, Head of Section Strategic Development and Higher Education Policy German Academic Exchange Service (DAAD)

Xavier Quernin, Chargé de la mission handicap, institut polytechnique UniLaSalle

Guillaume Quiquerez, Directeur de cabinet, Centrale Marseille

Apolline Sabaté, Etudiante et présidente, Solidar'ISIT

Anne-Claire Taurant, Responsable mission Handicap, groupe TOTAL

Mary Tupan-Wenno, Executive director of ECHO, Center for Diversity Policy

Boris Walbaum, Président et Fondateur de Frateli

Florian Prussak, Adjoint au sous-directeur de la vie étudiante du Cnous

Julie Belleil, Directrice de la Vie Étudiante de l'Université de Nantes, présidente du Réseau des Responsables Vie Étudiante

Marie-Pierre Escudié et Anna Loehr, Institut Gaston Berger de l'INSA Lyon

Christelle Egreteau, Directeur vie associative groupe Sup de Co La Rochelle

Alexandrine Bornier, Responsable Département Développement et Accompagnement Personnels, Burgundy School of Business

Michel Puech, Philosophe, Université Paris-Sorbonne



Louis-Marie Clouet

“Le langage n'est pas seulement une question de langue mais une question de représentation.”

“Il faudrait penser l'interculturel comme levier de gestion de la diversité.”

Mary Tupan-Wenno

“We are equal because we are the same.”

Michel Puech

“C'est à l'humain de se saisir de l'outil numérique pour en faire quelque chose.”

“Le problème de l'éthique est de faire passer les valeurs du discours à la réalité.”

“Internet nous apprend que le monde nous nourrit par sa diversité.”

“C'est la diversité forte qui produit une identité forte.”

“Toutes les diversités sont tolérables sauf les diversités qui n'acceptent pas les autres formes de diversités”

“L'éducation commence par soi, enseigner c'est favoriser l'éducation de soi, les autres formes sont des prétextes à la domination”



AG du 20 juin 2017 : Anne-Lucie Wack réélue présidente de la CGE

Au cours de l'AG du 20 juin 2017 Anne-Lucie Wack a été réélue présidente de la CGE.

L'AG qui s'est déroulée à l'ESCE Campus Eiffel a été ouverte par Frédérique Vidal, ministre de l'ESRI.

Une AG marquée par la présence de Frédérique Vidal, ministre de l'ESRI pour sa première intervention publique

« LES GRANDES ÉCOLES FONT PARTIE DES CHANCES DE NOTRE PAYS » – déclaration de Frédérique Vidal lors de son allocution d'ouverture

LA VIE DE LA CGE

Frédérique Vidal a rappelé que la réussite des étudiants est un enjeu essentiel pour le pays, qu'il est absolument nécessaire de redonner confiance au pays dans son enseignement supérieur et de permettre aux jeunes d'emprunter des parcours de réussite dans lesquels ils trouveront leur juste place. Parmi les chantiers en cours cités par la Ministre :

- améliorer l'information des jeunes et limiter l'auto-censure
- favoriser les passerelles entre les institutions, les sciences et la société
- placer la question de l'insertion professionnelle au cœur des préoccupations de l'enseignement supérieur, en favorisant le lien avec le monde socio-économique et la formation tout au long de la vie
- redynamiser les politiques de sites en travaillant d'abord sur des projets à partir de diagnostics et d'ambitions partagées, plutôt que sur les structures.

La ministre a précisé qu'il fallait en finir avec les idées reçues et qu'elle n'avait pas de doute sur le fait que les Grandes écoles avaient notamment de la belle recherche et des politiques affirmées d'ouverture sociale. La ministre a également précisé qu'elle entendait travailler avec l'ensemble des acteurs de manière ouverte et non dogmatique, pour faciliter les expérimentations et les projets sur tout le territoire au service de la réussite des jeunes, notamment en 1^{er} cycle, et du rayonnement de l'ESRI français au plan national et international. Elle a conclu son allocution en affirmant que "les Grandes écoles font partie des chances de notre pays".

La CGE acteur d'influence et acteur écouté

Dans son rapport moral, Anne-Lucie Wack a dressé un bilan sur l'année écoulée, complétant les présentations faites avant son allocution par les présidents de commission. Elle a notamment évoqué l'intégration de nouveaux membres ; la modification des statuts et du règlement intérieur et le nouveau site web de la CGE ; les nouvelles formations labellisées ; les nombreux colloques, études, baromètres et enquêtes ; les nouveaux accords sur le service civique et l'international ; les prises de position sur les regroupements de site ou le PIA3 ; les contributions et actions de la CGE sur les formations courtes, l'apprentissage, les stages ; et les suites du recours au Conseil d'État sur le DNM.

Anne-Lucie Wack a également présenté un bilan de mandature 2015/2017. Elle a mis l'accent sur le contexte à la fois difficile – marqué par une pression budgétaire et des tensions sur les regroupements de site – et propice au débat dans le cadre de la campagne présidentielle.

Elle a montré comment dans ce contexte la CGE a su faire entendre la voix des Grandes écoles en formulant ses 24 propositions pour « Faire réussir la jeunesse », et en portant auprès des politiques, des ministères et des acteurs socio-économiques concernés ces propositions concrètes et innovantes fondées sur une vision pragmatique d'un enseignement supérieur agile, ouvert et soutenable, s'appuyant sur la richesse et la diversité de ses acteurs, Grandes écoles et universités. « Ces propositions semblent aujourd'hui trouver un écho favorable, comme en témoignent les premières orientations du nouveau gouvernement » a déclaré Anne-Lucie Wack.

La CGE a par ailleurs publié de nombreuses études et documents de référence (insertion, taxe d'apprentissage, mobilité internationale, égalité femmes-hommes, ouverture sociale, handicap, fundraising, incubateurs...). Elle a organisé des événements marquants (le colloque "Une Grande école pour qui ? Pour quoi ? Comment ?" en mai 2016 et le colloque "l'innovation au service de la pédagogie" en mai 2017). Elle s'est impliquée au service de ses membres par ses prises de position sur la question des regroupements de site, du développement des formations courtes, de



la taxe d'apprentissage, de la réforme des stages ou encore du développement de l'apprentissage dans les écoles d'ingénieur.

Les impulsions données

Anne-Lucie Wack a montré comment les actions menées ces deux dernières années sont allées dans le sens d'une **ouverture plus marquée et revendiquée** et de la **mise en œuvre d'approches novatrices** (sondage CGE-TNS Sofres de mars 2016 pour faire parler des Grandes écoles par les usagers-étudiants et entreprises, projet d'expérimentation du Prêt étudiant responsable en 2017). « *Les impulsions données visent aussi à démontrer la valeur ajoutée et l'impact social des Grandes écoles, qui sont en pointe sur de nombreux sujets tels que la réussite étudiante, le lien à l'entreprise et l'entrepreneuriat, le développement durable et la RSE, l'international, l'innovation pédagogique et numérique, l'égalité femmes-hommes, l'ouverture sociale, ou le handicap...* » a précisé Anne-Lucie Wack.

Enfin la Présidente a montré **l'attractivité du label Grande école** attestée notamment par **l'affluence des demandes d'intégration** sur la période, avec 13 nouveaux membres (11 écoles et 2 organismes) et

22 autres nouvelles candidatures en cours d'instruction, **ainsi que la dynamique d'évolution positive de la CGE, dont la fonction d'accréditation se développe** (37 nouvelles formations sur la mandature, et déploiement des nouveaux labels numériques). **Les commissions et groupes de travail évoluent** sur des sujets clés (mise en place de la nouvelle commission Vie étudiante et de groupes de travail sur le financement, les formations courtes, la transformation pédagogique, ...), **pour un renforcement du service rendu aux écoles.**

Nouveaux bureau et CA de la CGE

Le nouveau Bureau de la CGE est composé, de sa présidente, d'un vice-président entreprises, de deux vice-présidents écoles, d'un trésorier et d'un secrétaire. Le CA a aussi désigné les onze présidents de commissions permanentes (p. 46).

Construire ensemble le Nouvel espace Universitaire Francophone

Intervention de Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'AUF

Stratégie de l'AUF 2017-2021 :



- contribuer à assurer la qualité dans le domaine de la formation
- contribuer à la structuration et au développement de la recherche dans un cadre national et international
- contribuer à la mise en place de gouvernances adaptées aux nouveaux enjeux

L'employabilité des diplômés, le dialogue avec les milieux économiques, l'adaptation de l'offre de formation professionnelle et le développement de l'entrepreneuriat

- nouer ou intensifier les dialogues entre le monde académique et les milieux économiques
- mieux prendre en compte, dans l'offre de formation initiale, les besoins socio-économiques dans leur environnement local ou national
- développer la culture et la pratique de l'entrepreneuriat

Le renforcement du rôle des établissements comme opérateurs du développement économique, culturel et linguistique

- renforcer la contribution des établissements au développement économique, social et environnemental
- renforcer la contribution des établissements au développement linguistique et culturel, incluant la culture scientifique et technique
- renforcer la contribution des établissements membres au développement interculturel et à l'ouverture internationale.

Ancrer le Service Civique dans le parcours des jeunes

Une convention cadre de coopération a été signée lors de l'AG de la CGE du 20 juin 2017, en présence de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, par Anne-Lucie Wack, présidente de la CGE et Yannick Blanc, président de l'Agence du Service Civique.

Les enjeux du Service Civique

L'engagement de la jeunesse au service de la société est un besoin qui a été maintes fois soutenu par les représentants politiques, de tous bords. C'est également une réalité de fait, notamment chez les étudiants des Grandes écoles qui s'engagent de nombreuses manières au service de la société, via les associations étudiantes, le volontariat, le tutorat dans les Cordées de la réussite ou les Parcours d'Excellence... Former des jeunes citoyens conscients, engagés et responsables est un des enjeux majeurs des Grandes écoles, qui est notamment suivi au sein du Groupe Ouverture Sociale de la CGE.

Le Service Civique permet à tous les jeunes de 16 à 25 ans qui le souhaitent et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, de s'engager sur une période de 6 à 12 mois pour une mission au service de la collectivité et de l'intérêt général, auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public, en France ou à l'international. Les missions de Service Civique couvrent des domaines prioritaires pour l'ensemble de la société tels que la culture et les loisirs, le développement international et l'action humanitaire, l'éducation pour tous, l'environnement, l'intervention d'urgence en cas de crise, la mémoire et la citoyenneté, la santé, les sports, la solidarité.

Au titre de ses objectifs pour 2017, l'Agence du Service Civique (ASC) doit permettre à 150 000 jeunes de s'engager

Le Service Civique est aujourd'hui reconnu et apprécié par la vaste majorité des jeunes en France, et les deux tiers d'entre eux se déclarent prêts à s'engager. Le premier frein qu'ils rencontrent dans leur volonté d'engagement est l'adéquation avec leur projet d'étude. Ceci est particulièrement vrai pour les étudiants des Grandes écoles. C'est pourquoi l'ASC et la CGE ont souhaité s'associer pour promouvoir le cadre d'engagement clair et reconnu qu'offre le Service Civique auprès des Grandes écoles et de leurs étudiants. La volonté d'engagement exprimée par la jeunesse prend également la forme d'initiatives prises spontanément par des jeunes décidant d'agir eux-mêmes sur le monde qui les entoure par des projets montés de leur propre initiative. Le Service Civique d'Initiative – dont le cadre précis est en cours d'élaboration – permet à des jeunes de proposer et de mener leur propre projet solidaire en bénéficiant du statut de volontaire et du cadre du Service Civique. Ce Service Civique d'Initiative semble particulièrement adapté aux étudiants des Grandes écoles en année de césure. L'Agence souhaite développer cette forme actuellement embryonnaire de Service Civique pour soutenir l'esprit d'initiative et de solidarité de la jeunesse en lui donnant un cadre protecteur.

Afin d'ancrer le Service Civique dans le parcours des jeunes et le consacrer comme une étape de vie pleinement reconnue par la société, **l'ASC et la CGE avec les acteurs de l'Enseignement supérieur ont obtenu en 2015, que le Service Civique constitue un motif légitime de césure** permettant ainsi aux étudiants qui souhaitent s'engager en Service Civique de ne pas être pénalisés dans leur parcours académique.

Dans le prolongement de l'institutionnalisation de cette étape dans le parcours des jeunes et en cohérence avec les pratiques des étudiants observées par la CGE, l'Agence et la CGE se sont rapprochées pour définir les modalités de mise en œuvre du Service Civique d'Initiative au sein des établissements membres ainsi que les modalités d'information sur le Service Civique auprès des Grandes écoles et de leurs étudiants. Ces modalités sont définies dans la convention cadre de coopération que les deux Présidents ont signé le 20 juin 2017 au cours de l'assemblée générale de la CGE.



Les incubateurs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et leur impact sur la dynamique de développement économique des territoires

Une première étude nationale menée par la CGE sur les incubateurs de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les territoires

Dans un paysage où l'incubation est devenu une activité concurrentielle grâce à de nombreuses initiatives portées par de nouveaux intervenants (grands groupes, banques, fonds d'investissement ou sociétés de conseil), la CGE a mené une première étude nationale réalisée avec le soutien du groupe Caisse des Dépôts sur les incubateurs de l'ESR et leur impact sur les dynamiques territoriales. Elle met en évidence le positionnement stratégique des incubateurs et préconise des actions destinées à accroître leur impact pour le développement économique de leurs territoires et le renforcement de leur rôle déjà déterminant dans la dynamique entrepreneuriale nationale.

Les résultats de cette étude ont été présentés lors d'une conférence le 4 avril 2017 à BPI France. Elle a rassemblé plus de 200 personnes représentant les Grandes écoles, les universités, les jeunes pousses, les ministères et les étudiants.

L'étude a permis d'isoler un échantillon¹ réduit à 10 incubateurs. Ils ont fait l'objet d'une enquête directe, permettant ainsi de construire un panorama des caractéristiques communes et de définir 4 familles.

Des facteurs clés de succès et des préconisations pour renforcer le positionnement incubateurs dans un contexte concurrentiel

Le paysage des incubateurs est fortement hétérogène du fait des spécificités des territoires et de l'évolution des stratégies des établissements en matière de formation et de soutien à l'entrepreneuriat.

Des **facteurs clés de succès communs** émergent pour assurer, au sein des établissements d'ESR, l'avenir des dispositifs de soutien et d'accompagnement à l'entrepreneuriat :

- promouvoir l'offre d'accompagnement à l'entrepreneuriat face à la concurrence (incubateurs privés et toutes autres formes d'initiatives d'innovation), en **valorisant les compétences spécifiques et les ressources des établissements qui agissent comme facteur d'attractivité pour l'écosystème**

1. Cet échantillon rassemble : AgroValo Méditerranée, CentraleSupélec Entrepreneuriat, Blue Factory, Incubateur Descartes, emLyon Incu-bator, Incubateur Audencia-Centrale Nantes-EN-SA Nantes, Tonic Incubation, Young Entrepreneur Center, Incubateur Mines d'Alès et ESTIA Entreprendre



↑ Thibault Lanxade, vice-président du Medef

- **consolider les savoir-faire à travers un accroissement du potentiel humain permettant d'atteindre une masse critique** garantissant la qualité et la pérennité de l'action menée en matière d'entrepreneuriat
- **mutualiser autant que possible les actions d'accompagnement à l'entrepreneuriat avec les opérateurs** de l'écosystème notamment la concurrence pour constituer cette masse critique et favoriser les synergies indissociables pour le développement de l'innovation
- **internationaliser les programmes de formation et d'accompagnement pour faire connaître les meilleures pratiques** et faciliter le développement des projets de création d'entreprise. Cette démarche doit valoriser le réseau des Alumni qui favorise l'exposition aux marchés et/ou l'accès à des financeurs internationaux souvent gage de succès.

Pour compléter cette analyse, des propositions ont été élaborées. Elles doivent cependant être évaluées et prises en compte au regard des attentes des écosystèmes de chacun des établissements :

- aligner la stratégie de développement des incubateurs avec la stratégie des établissements (trityque Formation - Recherche - Entrepreneuriat), des relations internationales et de l'animation du réseau des Alumni
- intégrer les écosystèmes (pôles de compétitivité, structures de la recherche, entreprises...) tout en confirmant le rôle d'acteur du développement économique des territoires. Cette action doit s'inscrire dans une logique de création de Hubs régionaux pour l'entrepreneuriat en association avec les différents acteurs de l'écosystème économique
- participer à la dynamique de l'open innovation fondée sur le partage et la collaboration avec une implication croissante des entreprises dans l'entrepreneuriat
- développer des modèles opérationnels et financiers durables et adaptés pour les incubateurs des établissements d'enseignement supérieur

- associer l'ensemble des acteurs de l'incubation pour mettre en place de nouveaux outils partagés au niveau national
- créer un « label accélérateur » pour les incubateurs qui valorise les facteurs différenciants des établissements d'enseignement supérieur et améliore leur visibilité.

L'ENTREPRENEURIAT DANS LES GRANDES ÉCOLES



L'intégralité de l'enquête Incubateurs et dynamique territoriale est accessible sur le site de la CGE.

- Selon l'enquête CGE-Echostart (octobre 2016)
 - 76 % des Grandes écoles proposent une spécialité entrepreneuriat
 - 2/3 des Grandes écoles ont un incubateur, en propre ou partagé (88 % des écoles de management et 50 % des écoles d'ingénieur)
- La CGE a analysé le parcours des fondateurs des start-up présentes au Consumer Electronic Show (CES) de Las Vegas 2017 :
 - Les résultats montrent que 76 % des fondateurs des start-up ont été formés dans les Grandes écoles, en formation principale ou en formation complémentaire.
 - 49 % des fondateurs (et co-fondateurs) ont un diplôme d'ingénieur
 - 7 % des fondateurs sont des femmes.



Labels CGE et formation professionnelle continue : enjeux et perspectives

Depuis la loi Delors de 1971, qui a inscrit les fondements de son organisation, la formation professionnelle continue est devenue un véritable marché et n'a cessé d'évoluer. Elle est, aujourd'hui, un des sujets les plus abordés dans l'Enseignement supérieur et interroge plus particulièrement les Grandes écoles qui l'envisagent comme un des leviers les plus pertinents pour leur croissance, la demande des entreprises ne faisant que s'accroître.

Face à des acteurs historiques ancrés sur le marché de la formation continue (CEGOS, DEMOS, CNED, GRETA, AFPA...), quelques Grandes écoles sont néanmoins parvenues à investir peu à peu ce marché très structuré et à forte concurrence. Pour atteindre une part significative de la formation continue dans leur chiffre d'affaires, elles ont misé à la fois sur la notoriété de leur marque et sur une situation géographique à proximité des zones économiques les plus développées.

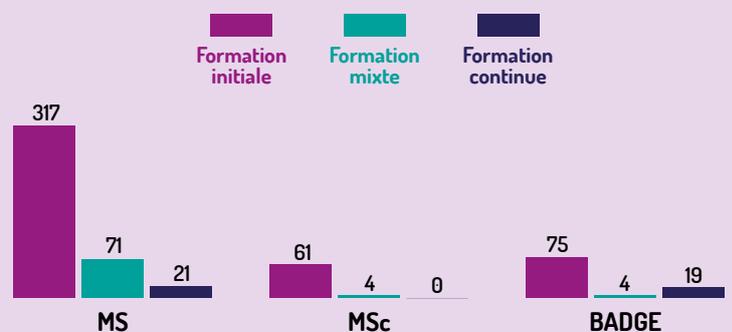
Formation initiale ou continue : quelle tendance ?

La capacité des Grandes écoles à s'adapter aux contraintes des entreprises leur a permis d'élargir l'offre de formation et c'est en grande partie au travers des labels de la CGE qu'elles peuvent attester de la qualité des dispositifs de formation déployés que ce soit pour la formation initiale ou pour la formation continue.

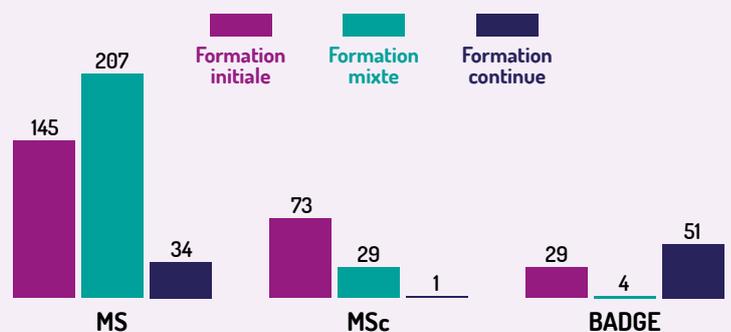
Si au moment de la création des formations labellisées, la formation initiale était une constante, on assiste depuis ces trois dernières années à une augmentation significative de l'offre en formation continue.

En novembre 2013, sur 572 formations labellisées, 40 étaient proposées en formation continue, 79 en format mixte et 453 en formation initiale. En octobre 2016, sur 573 formations labellisées, 86 sont proposées en cycle continu, 240 en format mixte et 247 en formation initiale.

Labels CGE - novembre 2013 : répartition du public visé



Labels CGE - octobre 2016 : répartition du public visé





Proposées dans un premier temps aux jeunes diplômés, nombre de formations labellisées évoluent et s'ouvrent également très vite au public issu de la formation continue. Cette tendance apparaît nettement pour le label MASTERE SPECIALISE® qui passe de 17 % en format mixte en 2013 à plus de 53 % en 2016.

La formation continue s'illustre aussi à l'international

Avec l'implantation de nouveaux campus à l'international, les Grandes écoles, qu'elles soient écoles d'ingénieur ou de management, sont parvenues à proposer des formations délocalisées de qualité et peuvent ainsi participer à la transformation des entreprises françaises installées dans le pays ou des grandes entreprises locales. Ces dernières accèdent de cette manière à des formations de très haute technicité, dispensées par des enseignants et des professionnels dont le niveau d'expertise est très élevé. En octobre 2016, c'est un peu plus de 7 % des formations labellisées pour la formation continue qui ont ainsi été déployées et la tendance ne fait que s'accroître notamment dans certains secteurs comme l'aéronautique ou la production de biens et services. Les domaines de formation les plus représentés concernent l'excellence opérationnelle ou le Lean Management, la transition énergétique, la transformation industrielle ou digitale et l'innovation.

La force des Grandes écoles

Un des critères du processus d'accréditation d'une formation labellisée CGE s'appuie sur la capacité de l'école à démontrer le lien entre la formation qu'elle crée et les besoins exprimés par les entreprises. À ce titre et quel que soit le label visé, le dossier de 1ère demande d'accréditation amène les écoles à présenter leur formation sous un angle professionnel et les interroge, par exemple, sur :

- la désignation du métier et les fonctions ciblées
- les activités menées et les compétences visées
- le secteur d'activité et la taille des entreprises
- le niveau de responsabilité et d'autonomie qui caractérise les postes ciblés

Autant de questions auxquelles les Grandes écoles se sont préparées pour prétendre à l'octroi des labels de la CGE. C'est bien cette capacité d'adaptation et leur agilité qui leur permettent d'être extrêmement réactives face aux opportunités qu'elles rencontrent. Le lien fort qu'elles entretiennent avec les entreprises et le réseau des Alumni, dont la présence dans les dispositifs d'amélioration continue constitue également un critère d'accréditation non négligeable dans l'instruction des dossiers, est à même d'entretenir ce dynamisme. Malgré les contraintes que cela engendre au niveau de l'organisation voire des ressources nécessaires et qui impactent un mode de fonctionnement bien ancré pour la formation initiale, nombre d'entre elles en ont compris les enjeux et ne cessent d'innover pour accompagner au mieux les attentes d'un public issu de l'entreprise. Promouvoir les formations en décrivant les blocs de compétences visées, adapter et découper les formations au rythme des entreprises (cours du soir, 2 jours chaque mois...), proposer des cursus en e-learning et personnaliser les modules sont autant d'outils et de méthodes que les Grandes écoles développent pour apporter aux entreprises la dimension du « sur-mesure » qui leur convient.

Rendre lisible son offre de formation continue : un parcours long et laborieux qui ne cesse d'évoluer...

Pour une Grande école, s'orienter vers la formation professionnelle tout au long de la vie nécessite d'en maîtriser les mécanismes mais aussi et surtout la réglementation en vigueur. Or, celle-ci n'a cessé d'évoluer depuis la mise en place du droit à se former et plus particulièrement en matière de financement.

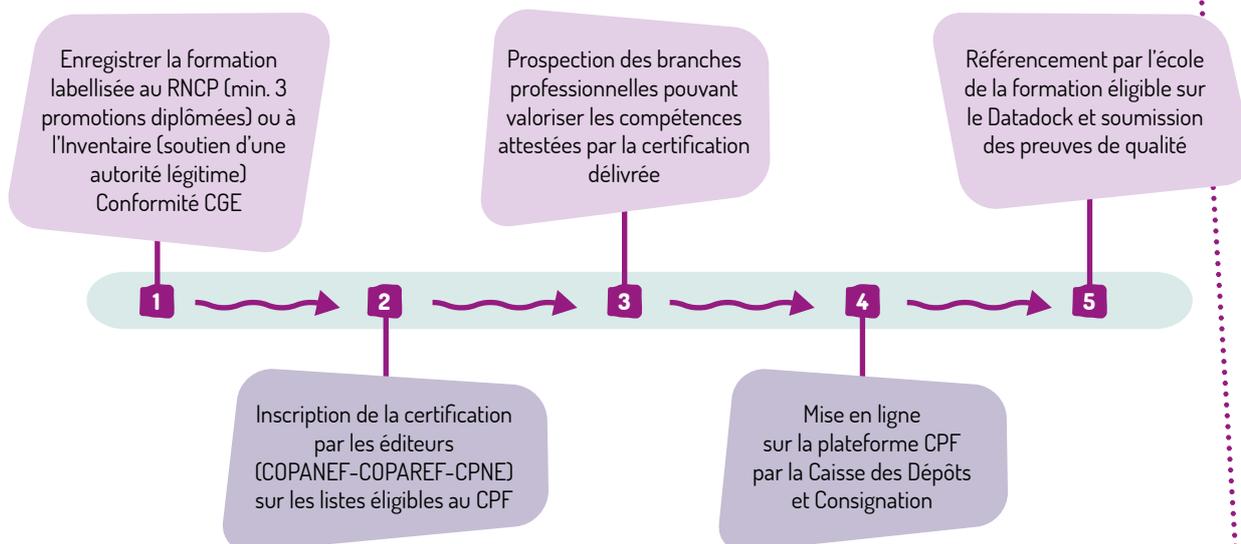
La loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle continue a introduit de nouvelles dispositions qui visent à favoriser les formations diplômantes, certifiantes ou qualifiantes. Ainsi tout actif, par le biais de son CPA (Compte personnel d'activité), acquière des droits à la formation pour construire et sécuriser son parcours professionnel. L'accès à la formation tout au long de la vie est donc dorénavant attaché à

la personne elle-même et non plus à son statut. Les Grandes écoles, comme tout autre organisme de formation continue doivent apporter les preuves de la qualité des formations dispensées et répondre à un certain nombre de critères précisés dans le décret n°2015-790 du 30 juin 2015.

Par ailleurs, la formation professionnelle continue financée par les Régions, les entreprises et l'État, suppose que l'école ait une bonne connaissance des conditions fixées par les OPCA (organismes paritaires collecteurs agréés) dans le conseil et le choix des produits de formation.

Répondre aux besoins des entreprises en matière de formation continue implique que la formation proposée soit lisible sur les listes éligibles au CPF (compte personnel de formation). Le parcours pour y parvenir peut s'avérer long et nécessite de mettre en place à l'interne, dans un tout premier temps, un dispositif pour l'enregistrement de la certification à la CNCF. La CGE, à même d'accompagner les Grandes écoles sur ces démarches, a formalisé dès 2015 un partenariat avec la CNCF et continue à développer des outils pour accélérer un processus qui peut prendre plusieurs mois (enquête Insertion MS et MSc, dispositif VAE¹, blocs de compétences)

Bénéficiaire des financements : étapes et démarches à effectuer



1. Validation des acquis de l'expérience. Pour tout savoir sur la VAE www.vae.gouv.fr

ACCREDITATION

Date de création de la commission : 2007



Christophe Digne

Président de la commission
Accréditation à compter du
1^{er} février 2017



Alain Storck

Président de la commission
Accréditation jusqu'au 31 janvier 2017

En début de campagne 2016-2017, c'est un peu plus de la moitié des écoles membres de la CGE qui proposent **573** formations labellisées soit 85 écoles d'ingénieur (sur 144), 28 écoles de management (sur 35) et 8 écoles d'autres spécialités (sur 29).

Parmi ces formations accréditées, les labels qualité de la CGE se répartissent comme suit : **386** labels MASTERE SPECIALISE®, majoritairement portés par les écoles d'ingénieur (64 %), **103** MSc - Master of Science et **84** BADGE respectivement proposés à hauteur de 82 % et 68 % par les écoles de management.

45 nouvelles demandes d'accréditation ont été soumises lors de cette campagne, ce qui correspond à la moyenne des dix dernières années. Parmi celles-ci, **30** concernent le label MASTERE SPECIALISE®, **13** le MSc - Master of Science et **2** celui du BADGE. 95 % de ces demandes ont reçu un avis favorable dont seulement 1/5^e avec un repassage devant la commission suite aux réserves émises par les experts.

Contrairement à la campagne précédente où 31 % des nouvelles formations accréditées offraient au moins une partie du cursus à l'international, on constate, pour 2016-2017, une offre plus centrée sur le territoire national (91 %). Ceci peut s'expliquer par une part plus importante des programmes dédiés à la formation professionnelle continue avec notamment les besoins exprimés par les entreprises qui souhaitent renforcer les compétences de leurs salariés dans certains domaines. Sur l'ensemble des nouvelles formations accréditées, on assiste à un équilibre entre la formation initiale et continue. Plus de 50 % d'entre elles visent un public mixte, 26 % privilégiant exclusivement celui de la formation continue et 23 %, (MSc - Master of Science principalement) optant uniquement pour l'admission de candidats en poursuite d'études...

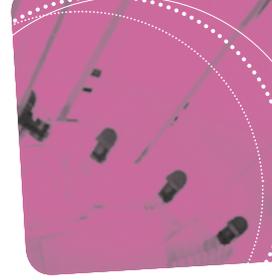
Les nouvelles formations toutes analysées selon les critères inscrits aux référentiels mais également selon la pertinence des soutiens exprimés par les entreprises révèlent une forte demande d'adaptation des métiers exercés en leur sein pour d'une part intégrer la révolution numérique et d'autre part, répondre aux nouveaux enjeux sociétaux précisément en matière de sécurité.

Ainsi, dans les domaines les plus représentés, trois grandes orientations se confirment ces dernières années :

- business intelligence et big data
- cybersécurité
- transformation numérique des entreprises

Les labels de la CGE continuent ainsi à renforcer leur ancrage dans la reconnaissance de formations de qualité : qualité recherchée aussi bien par les étudiants que les entreprises. Les demandes d'interviews de la presse spécialisée et nationale (Le Monde, Les Echos, l'Etudiant, le Figaro...) pour connaître les tendances et aborder les thématiques générales - celle de la formation professionnelle continue en est une - sont le reflet de la diversité et de l'attractivité de l'offre de formation des Grandes écoles.

Nouvelles formations accréditées en 2016-2017



MASTERE SPECIALISE® (29)

École des Ponts ParisTech

- Smart mobility – Transformation numérique des systèmes de mobilité

École polytechnique

- Innovation and entrepreneurship

EI-CESI

- Analyse statistique appliquée à l'industrie

EM Lyon Business School

- Business management et transformation digitale

EM Normandie

- Stratégie marketing et développement commercial

ENAC

- Air transport management à Hong-Kong
- Strategic aviation leadership
- Unmanned aircraft systems services and management

ENSAM (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier)

- Architecture et patrimoine contemporain

ESA Lyon – Bron

- Médecine opérationnelle en santé des armées

Groupe ESC Clermont

- Gestion des ressources humaines et innovation managériale

TOULOUSE INP-ENSEEIH

- Sécurité informatique

INSA Toulouse

- Innovative and Secure IoT systems – MSIoT

ISAE-SUPAERO

- Space applications & services

MINES Nancy

- Repreneuriat

MINES Saint-Etienne

- Management de la transition industrielle

MINES ParisTech

- Industrie des ressources minérales et société (IRMES)

POLYTECH Clermont-Ferrand

- Gestion patrimoniale par modélisation des données de construction (GP BIM+)

SCIENCES PO Paris

- Communication
- Digital humanities
- Energie environnement et régulation
- Management des médias et du numérique
- Management des politiques publiques
- Ressources humaines
- Trajectoires dirigeants

TBS (Toulouse Business School)

- StartUp Builder

UTT

- Expert transformation et technologies digitales
- Manager de la performance et de la transformation industrielle
- Manager de la transition énergétique des systèmes urbains

MSc – MASTER OF SCIENCE (12)

BREST Business School

- International business

EDHEC Business School

- International accounting & finance
- Corporate finance & banking

Groupe ESC Clermont

- Business intelligence and analytics

KEDGE Business School

- Sustainable change

MONTPELLIER Business School

- Digital management

NEOMA Business School

- Global management
- Marketing french excellence

TBS (Toulouse Business School)

- International strategic business
- Marketing, management and communication
- International tourism, hospitality and travel marketing and management
- International luxury industries marketing and management

BADGE (2)

ISEP

- Architecte cybersécurité
- Intégrateur cybersécurité



AMONT

Création de la commission : 1980

Hervé Biausser

Président de la commission
Amont
Directeur de
CentraleSupélec

ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

- **“Amélioration du calendrier des concours”** : Jean-Pierre Achouche (TELECOM ParisTech /CCMP)
- **“Attractivité des filières scientifiques”** : Jean Lamerenx (UPS)
- **“Bilan de la réforme Chatel”** : Jean-Michel Dumas (ENSEA)
- **“LIESSE”** : Patrick Boucher (CentraleSupélec) & Maurice Charbit (TELECOM ParisTech)
- **“Filières technologiques”** : Marc Bonnet (Enscm) et Sébastien Gergadier (UPSTI)

La commission Amont est une commission ouverte : elle rassemble des représentants des Grandes écoles, des associations de professeurs de classes préparatoires aux Grandes écoles (CPGE), des proviseurs, des inspecteurs généraux, des directeurs de concours et des représentants des ministères concernés.

Elle suit attentivement les réformes en cours avant l'entrée dans les Grandes écoles.

Pour ce faire, elle réalise un bilan annuel des admissions dans les Grandes écoles (d'ingénieur et de management, dans les filières agronomiques et vétérinaires, et un bilan de la procédure APB ...). Le bilan montre l'importance des boursiers (le taux de 30 % est annuellement atteint et stable, depuis 2013 au moins, dans les concours d'ingénieurs et de management) et la progression des filles dans les concours d'entrée aux Grandes écoles, et en particulier dans les filières scientifiques (elles représentent 29 % des entrants dans les écoles d'ingénieur et plus de 50 % dans les écoles de management).

La commission Amont participe, avec la DGESIP et la DGESCO, au « Comité de concertation et de suivi des CPGE », afin de développer le dialogue avec le ministère sur ce sujet, au profit des élèves, des familles et des enseignants. Les principaux sujets abordés sont : la carte des CPGE (avec une consultation sur les ouvertures et les fermetures de CPGE sur le territoire, et sur les options enseignées), sur la rénovation des programmes de CPGE et sur le TIPE (travail d'initiative personnelle encadré), et sur les conventions entre les CPGE et les universités (une enquête de l'IGEN/IGAENR est en cours) ...

Elle dresse un état des lieux et un partage d'expériences sur les filières technologiques et leur devenir (dans les écoles d'ingénieur et de management).

Elle mène une réflexion sur le renforcement de l'attractivité des filières scientifiques, pour réaliser un échange de bonnes pratiques entre les écoles.

Par le biais du groupe « LIESSE », elle participe à la formation continue des professeurs de CPGE, en organisant des stages, tous champs disciplinaires confondus. La Conférence des grandes écoles a repris en charge cette mission, en lui apportant un soutien logistique, afin de lui donner une plus grande visibilité et d'en faire profiter le maximum de professeurs de classes préparatoires.

Cette année, la commission a mis en place une étude pour établir un bilan de la réforme « Chatel/2013 », et analyser ses conséquences trois ans après sur le niveau des bacheliers. Un questionnaire est envoyé aux écoles, pour déterminer si les craintes, exprimées par les professeurs de CPGE notamment, sur la baisse du niveau en mathématiques et en physique sont légitimes.

La commission a également réuni un groupe de travail pour « améliorer le calendrier des concours », il a formulé des propositions pour la rentrée 2018. Plusieurs scénarios sont à l'étude pour faciliter le recrutement des candidats. Le groupe de travail a vocation à poursuivre ses travaux en 2017-2018.

Parmi ses perspectives et nouveaux chantiers, la commission va engager un travail de réflexion sur l'évolution des CPGE et leur valorisation auprès du grand public. Elle va également mettre en place un groupe de travail avec le ministère, pour réaliser un état des lieux sur le travail d'initiative personnelle encadré (TIPE). La commission étudie également la création d'un prix TIPE, remis par la CGE.

AVAL

Création de la commission : 2001



Peter Todd

Président de la commission Aval
Directeur général du groupe HEC Paris

ANIMATRICES DU GROUPE DE TRAVAIL

• **Enquête Insertion** :
Nicole Allain (ENSAI) et
Elisabeth Bouyer (CGE)

En 2016 - 2017, la commission Aval s'est réunie à plusieurs reprises, tout au long de l'année universitaire, en groupes de travail enquête Insertion des diplômés. Cette année encore les travaux ont été fructueux :

L'enquête Insertion a connu une hausse des réponses exploitables. Elle est dorénavant disponible sur tablette et smartphone. La personnalisation des questionnaires, de plus en plus poussée, répond à plusieurs objectifs :

- informer les instances nationales institutionnelles (ministères [PO1] [PO2] , CTI, etc.),
- connaître les besoins locaux ou régionaux,
- observer les évolutions sociétales,
- informer la presse.

L'année 2016-2017 a été marquée par une relative stabilité du questionnaire de l'enquête. Les apprentis font depuis l'année dernière l'objet d'une interrogation spécifique au regard de la proportion grandissante de ce type de parcours diplômant, qui représente environ 15 % des diplômés des écoles de la CGE. L'entrepreneuriat est aussi mieux qualifié qu'auparavant. Il s'agit d'une voie qui est de plus en plus empruntée par les jeunes diplômés, mais qui reste sensible au dynamisme du marché de l'emploi.

A l'exception de la persistance des disparités femmes-hommes les résultats de cette vingt-cinquième enquête portant sur l'insertion des jeunes diplômés des écoles membres de la Conférence des grandes écoles soulignent à nouveau une belle amélioration des principaux indicateurs. Ces résultats très positifs dénotent de la forte capacité d'adaptation des écoles aux évolutions du marché de l'emploi, qu'il soit national ou international.

Alors que les pays sont traversés par de puissants courants de changements (enjeux sociétaux, transformation digitale) ces bons résultats et la sagesse nous invitent à préparer l'avenir, et de réunir toutes les conditions permettant à nos futurs jeunes diplômés de trouver une activité épanouissante aussi aisément que la génération actuelle. Nous souhaitons féliciter les membres de la CGE et l'équipe responsable de l'enquête, renouvelée cette année (départ de Véronique Guyon et arrivée de Nicole Allain), pour leur travail d'adaptation permanente de cet outil, gage de sa pertinence à décrire au mieux la réalité de l'insertion de nos jeunes diplômés.



LE CHAPITRE DES ÉCOLES DE MANAGEMENT

Création de la commission : 1986

Loïck Roche

Président du Chapitre des Écoles de Management

Directeur général de Grenoble École de Management (GEM)

François Bonvalet

Vice-président du Chapitre des Écoles de Management

Directeur général de Toulouse Business School (TBS)

CONSEIL DU CHAPITRE

Francis Bécard (Groupe ESC Troyes), François Bonvalet (TBS), Frank Bournois (ESCP Europe), Alice Guilhon (Skema BS), Florence Legros (ICN BS), Catherine Lespine (INSEEC), Eloïc Peyrache (HEC Paris), Loïck Roche (GEM), Françoise Roudier (ESC Clermont).

ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

- **Amont-concours** : Rémy Challe (INSEEC BS)
- **Compétences** : Julie Perrin-Halot (GEM) et Christine Arnoux (ESSEC)
- **Doyens** : Valérie Fernandes (ESC La Rochelle)
- **Innovations pédagogiques** : Jean-Christophe Hauguel (EM Normandie)
- **Qualité-accréditations** : Isabelle Fagnot (Audencia BS), Julie Perrin-Halot (GEM), Théo Stengelhofen (ICN BS), Isabel Torcheux (ESSEC)
- **Recherche** : Pascale Bueno-Merino (EM Normandie)
- **Relations entreprises** : Paul Lauriac (TBS) et Olivier Baudin (ISG)
- **Relations internationales** : Sarah Vaughan (ESC La Rochelle)

GROUPE DE TRAVAIL TRANSVERSE

- **Entrepreneuriat** : Francis Bécard (Groupe ESC Troyes)

Le Chapitre des Écoles de Management rassemble 37 écoles de management, ses membres se réunissent périodiquement dans des groupes de travail thématiques.

Le GT Amont-concours a travaillé sur la rédaction d'une charte relative aux admissions et sur la valorisation du label CGE.

Le GT Compétences s'est réuni sur le thème de la formation tout au long de la vie, la formation continue et le référentiel de compétences.

Un nouveau GT des Doyens se mettra en place à la rentrée 2017. Il traitera de la reconnaissance et de la légitimation du rôle de doyen(ne), de la professionnalisation de la gestion du corps professoral et partagera les bonnes pratiques dans le management du corps professoral.

Le GT Innovations pédagogiques s'est réuni selon un format alternant la rédaction du livre blanc « 6 propositions pour reconnaître l'excellence et les pédagogies innovantes dans l'enseignement supérieur – le cas des écoles de management françaises » et la présentation d'innovations dans une des écoles.

Le GT Qualité accréditations traite des enjeux opérationnels et stratégiques liés aux accréditations. Le thème principal de l'année a été la gestion des enseignants non-permanents (description du processus suivi, des outils utilisés et des critères choisis, échanges de bonnes pratiques, difficultés rencontrées et pistes d'amélioration).

Le GT Recherche a mis en place des ateliers thématiques (management de la pluridisciplinarité, impact de l'activité de recherche et financements externes de la recherche). L'enquête qu'il mène devient triennale (parution 2018/2019) ; elle est dédiée à la gouvernance et à la stratégie de recherche, au management des contributions intellectuelles, à la formation doctorale ...

Le GT Relations entreprises débat des questions liées à l'employabilité des diplômés, mène des réflexions prospectives sur les mutations des emplois et sur la nature des accompagnements apportés aux apprenants. Il s'est réuni sur le thème : ubérisation de l'économie : quid des services Relations Entreprises à l'horizon 2020 ?

Le GT Relations internationales promeut les écoles de management françaises afin de renforcer leur visibilité, développe des initiatives innovantes, partage et diffuse les bonnes pratiques des écoles. Il se réunit en séminaire deux fois par an sur des thèmes d'actualité et un « zoom pays » (en 2016-2017, Inde et Afrique).

COMMUNICATION

Création de la commission : 1987



Sophie Commereuc

Présidente de la commission
Communication
Directrice de Sigma Clermont

2016/2017 une année riche en événements

Avec un gros événement organisé tous les 2 mois, l'année 2017 de la CGE a été très événementielle :

- 29 septembre 2016 - présentation des propositions « Pour faire réussir la jeunesse » au Palais du Luxembourg
- 4 avril 2017 - présentation de l'étude Incubateurs chez BPIFrance
- 18 mai 2017 - colloque « l'innovation au service de la pédagogie » à l'ESCP Europe
- 13 juin 2017 - conférence de presse publication de l'enquête Insertion
- Janvier et juin 2017 - 2 Assemblées générales dont 1 électorale, le 20 juin.

Les principaux événements organisés par la CGE sont désormais diffusés en direct sur la chaîne YouTube. Le compte twitter est très actif pendant ces événements et enregistre 4 385 followers (abonnés).

Cette nouvelle couverture nous permet de communiquer auprès de publics plus larges et plus jeunes. Ce fut le cas pour :

- la présentation des « **propositions de la CGE pour la présidentielle** » au Palais du Luxembourg le 29 septembre qui s'est faite sous le parrainage de la Sénatrice Dominique Gillot avec, parmi les 140 personnes présentes, 19 parlementaires ou représentants des ministères et 20 journalistes.
- le colloque « **L'Innovation au service de la pédagogie** » organisé le 18 mai à l'ESCP Europe qui a suscité un grand intérêt auprès des équipes pédagogiques au-delà de celles des écoles membres.

Un nouveau site pour la CGE : un nouvel outil pour les écoles membres

Le nouveau site internet, mis en ligne le 18 mai, permet aux visiteurs de trouver rapidement les nombreuses publications de la CGE. Un moteur de recherche facilite l'affichage des documents mis à disposition.

Ce nouveau site est également un nouvel outil de diffusion pour les écoles membres de la CGE.

La rubrique « du côté des écoles » diffuse quotidiennement les infos et communiqués de presse en provenance des écoles.

Une revue de presse « enseignement supérieur » hebdomadaire est mise en ligne le vendredi après-midi et des liens renvoient vers les sites des médias.

2017/2018 : des objectifs ambitieux sur les réseaux sociaux

L'exercice à venir doit permettre à la CGE de :

- consolider et de renforcer sa présence sur les réseaux sociaux pour toucher de nouveaux publics : professionnels, Alumni, lycéens, parents d'élèves
- pérenniser les efforts pour produire des contenus proprement digitaux pour l'ensemble des prises de parole de la CGE (vidéos, infographies, portraits...)
- renforcer la perception de la CGE en tant que *think tank* de l'enseignement supérieur

Relations presse & e-influence * :

Rédaction et diffusion de 16 communiqués de presse
Organisation de près de 100 interviews
Publications de 1 300 tweets
Veille hebdomadaire de l'actualité sur l'enseignement supérieur à destination des membres
Résultats obtenus : la meilleure audience de la CGE en RP et réseaux sociaux

2016/2017 : un niveau de visibilité important avec plus de 400 retombées médias

Près de 100 interviews publiées avec différents porte-paroles
Une audience cumulée totale en hausse de 18 %, soit la meilleure audience de la CGE grâce à la reprise de contenus sur des médias en ligne dont l'audience augmente.

* confiées à TBWA\Corporate



DEVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITE SOCIETALE

Date de création de la commission : 2010

Denis Guibard

Président de la commission
Développement durable et
responsabilité sociétale
Directeur de Telecom EM

ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

- **Accompagnement**

Maxime Agnès (LaSalle Beauvais),
Benôit Grossiord (Bordeaux Sciences
Agro)

- **Compétences**

(commun CGE/CPU) :

Emeric Fortin (Ecole des Ponts et
Chaussée)

- **Référentiel (commun CGE/CPU) :**

pour la CGE : Franck Chauvin (ISA Lille)

- **Mission de Relations internationales
(commun CGE/CPU) :**

pour la CGE : Jean Christophe Carteron
(KEDGE BS)

La stratégie de la commission Développement durable vise un objectif principal : la formation de professionnels responsables par ses membres. Pour cela elle accompagne les démarches de responsabilité sociétale des établissements de la CGE, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi Grenelle 1, des stratégies nationales, des Objectifs du Développement Durable et des conférences environnementales.

La CGE et la CPU poursuivent leur partenariat commencé en 2011 au travers de plusieurs groupes de travail communs. Les retours des autoévaluations des établissements sont en **forte augmentation en 2016 (+55 %)** mais laissent apparaître des disparités régionales, des points faibles sur la gouvernance des écoles et des points forts sur la politique sociale. Des communautés se structurent autour du guide de compétences DD&RS sur la plateforme competences-ddrs.org, un MOOC « Afrique » est en cours d'élaboration et le troisième colloque « former au monde de demain » a été organisé à Clermont-Ferrand début avril 2017. Une deuxième version du sulitest (sulitest.org) a été lancée en novembre 2016, cette version permet de développer des sets de questions spécifiques à une organisation, une activité ou un métier, la CGE a décidé de lancer un groupe de travail pour élaborer son propre module de questions **sur l'innovation et l'entrepreneuriat responsable**.

Le processus de labellisation « **label DD&RS (label-ddrs.org)** » lancé en octobre 2015 a labellisé 14 écoles de la CGE depuis son lancement. La première assemblée plénière du label, à l'EIVP au mois de janvier 2017, a réuni des acteurs de l'ESR et des entreprises autour de témoignages et des évolutions apportées au processus de labellisation. La CGE a signé **une convention avec CIRSES (cirses.fr)** pour développer un site contributif permettant à tout un chacun de proposer des articles en lien avec le DD&RS dans l'enseignement supérieur : esresponsable.org. Ce site, lancé début novembre 2016 à l'occasion de l'assemblée plénière CGE/CPU sur le DD&RS, contient déjà plusieurs centaines d'articles et connaît des milliers de visites mensuelles. La commission souligne également le dynamisme de son groupe **Mutualisation et partages d'expériences** dont le point d'orgues annuel reste l'organisation des R²D² (cf page 43).

La commission a par ailleurs porté le renouvellement de la **convention de partenariat entre la CGE et la Caisse des Dépôts et Consignation**.

Sur le plan international la CGE et la CPU ont été représentées à la COP 22 à Marrakech et au sommet du G7 en Italie. Des discussions ont par ailleurs été engagées pour la création d'un PRME Chapter en France et au Benelux.

L'ensemble de ces outils opérationnels et de ces actions d'animation et d'influence, du local au global, permettra aux établissements de la CGE d'installer un cercle vertueux du type « déployer, valoriser et capitaliser » au service de leur responsabilité sociétale.

DIVERSITÉ

Création de la commission : 2007



Groupe Égalité femmes-hommes

Le groupe s'est réuni 3 fois afin d'échanger sur les bonnes pratiques mises en place par les écoles au travers de présentations de travaux et de débats (association étudiante HeforShe de Neoma BS, actions de Sciences Po Paris en faveur de l'égalité femmes-hommes, présentation du programme de recherche « Des femmes & des réseaux » promu par la Chaire IPAG « Entreprise Inclusive » ...).

Les résultats de la 3^e édition du baromètre de l'Égalité ont été publiés en juin 2017. Trois actions prioritaires ont été menées par les écoles pour lutter contre les inégalités : la sensibilisation des étudiant.e.s et des salarié.e.s, l'aide à la déconstruction des stéréotypes et les actions contre l'autocensure.

La CGE a soutenu l'AneF, CLASHES et le CPED dans l'élaboration de l'édition 2017 du vademecum pour lutter contre le harcèlement sexuel dans l'ESR ; elle a contribué au rapport d'évaluation des actions publiques en faveur de la mixité des métiers élaboré par l'IGAS et l'IGAENR

Le groupe s'attachera à développer des outils en faveur de la promotion de l'Égalité femmes-hommes dans les écoles et à préparer les établissements à entrer dans le processus de labellisation égalité et diversité.

Groupe Handicap

Il s'est réuni 5 fois, avec des présentations de thèmes tels que le handicap psy, les maladies rares, le sport et le handicap, la mobilité internationale...

Des fiches pratiques "Concours et situation de handicap" ont été publiées lors de la semaine européenne de l'emploi des personnes handicapées. Ces fiches, à destination des organisateurs de concours, permettent d'améliorer la prise en charge des aménagements nécessaires aux étudiants en situation de handicap.

Le sport étant pour les personnes en situation de handicap un vecteur important d'insertion, une lettre d'engagement a été signée avec le comité de soutien pour les jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Le 23 juin, la CGE, la FEDEEH et HanploiCed ont déposé une contribution auprès de l'ONU pour la création d'un statut international d'étudiant-e en situation de handicap. Ce statut, s'il était adopté, permettrait de favoriser la mobilité internationale des étudiants en situation de

handicap en supprimant les freins à l'accès aux soins et à l'accès thérapeutique, les freins à la liberté d'aller et venir, les freins à l'accompagnement à la vie sociale, culturelle et personnelle et les barrières administratives et surcoûts discriminatoires.

La CGE est membre du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées depuis le 24 avril 2016 et participe à ce titre aux réunions mensuelles. Il s'agit d'une mission d'évaluation de la situation des personnes handicapées et de propositions d'actions au Parlement et au Gouvernement.

Groupe Ouverture sociale (GOS)

Le GOS a réuni à six reprises une centaine de représentants de Grandes écoles, d'universités, de lycées, d'associations, de ministères et des rectorats. Ses travaux visent à favoriser l'accès aux Grandes écoles des jeunes de milieu populaire, à diversifier la population étudiante et à lui permettre d'acquérir une meilleure compréhension des enjeux sociétaux.

Le groupe travaille à la diversification des recrutements et des profils des candidats, l'évolution de la diversité sociale dans les écoles (indicateurs), les aides au financement des études, la valorisation de l'engagement citoyen des étudiants. Le GOS est le principal forum national d'échange de bonnes pratiques sur les Cordées de la Réussite et les Parcours d'Excellence, notamment sur l'usage du numérique au service de l'égalité des chances. Pour intensifier les actions en faveur de l'engagement étudiant, le GOS développe également un référentiel de compétences des étudiants tuteurs. Par ailleurs, la CGE a également signé le 20 juin 2017 avec l'Agence du Service Civique une convention cadre pour encourager les Grandes écoles et leurs étudiants à s'engager et à proposer des missions de service civique.

Nathalie Gormezano

Présidente de la commission Diversité
Directrice générale de l'ISIT

ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

- **Égalité femmes-hommes :**
Fatiha Gas (ESIEA)
- **Handicap :**
Xavier Quernin (UniLaSalle)
- **Groupe Ouverture Sociale (GOS) :**
Chantal Dardelet (ESSEC)



FORMATION

Création de la commission : 2001

Frank Bournois

Président de la commission Formation à compter du 21 juin 2017



Jean-Michel Blanquer

Président de la commission Formation jusqu'au 20 juin 2017

ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

- **Activités physiques et sportives** : Richard Nemeth, responsable du centre des sports (ENS Lyon)
- **Apprentissage** : Hélène Victor-Pujebet, responsable du Pôle Alternance (Université Paris Dauphine) et Mohamed Chaouch directeur des Études Cycle Master (ECE Paris)
- **Entrepreneuriat et innovation** : Francis Bécard, directeur (Groupe ESC Troyes)
- **Langues et cultures** : Jörg Eschenauer, président du département Langues et Cultures (École Nationale des Ponts ParisTech)
- **Stages** : Sonia Journaud, directrice des stages (Audencia BS) et Imen Missaoui, chargée de mission formation et entreprise (CGE)
- **Stratégies numériques et formations à distance** : Eric Vantroeyen, chargé de mission e-learning (École polytechnique)

La commission rassemble six groupes de travail (GT)

Le GT Activités physiques et sportives (APS)

travaille essentiellement sur l'opérationnalisation du référentiel de compétences 2015-2016 et mène des réflexions sur les modalités de son évaluation. Il a réalisé un inventaire des Sportifs de Haut Niveau (SHN) scolarisés dans les diverses écoles (dans le cadre du partenariat CGE et « Paris 2024 ») et échanges sur les solutions proposées par les écoles qui ont déjà mis en place une structure d'accueil des SHN.

Le GT Apprentissage

a analysé les articles de la loi travail du 8 août 2016 concernant l'apprentissage (enseignement à distance et expérimentation de l'apprentissage jusqu'à l'âge de 30 ans). Il a étudié le financement de l'apprentissage qui reste une préoccupation des Grandes écoles. Il travaille actuellement sur une FAQ sur les bonnes pratiques en apprentissage dans l'ES.

Le GT Stratégies numériques et formations à distance

a réalisé un travail de finalisation et de communication des résultats obtenus lors des 3 années précédentes. Après avoir publié un document préconisant une révision des éléments de doctrine de la CGE en 2015, sur les 4 labels accréditées par la Conférence l'année présente a permis la transposition de ces éléments en processus technique applicable aux écoles de la CGE (labellisation établissement certifié numérique).

Le GT Entrepreneuriat et innovation

a analysé le positionnement des incubateurs des Grandes écoles et leurs impacts sur les territoires. Il a produit une étude qui a permis d'isoler un échantillon de 10 incubateurs. Ils ont fait l'objet d'une enquête directe, permettant ainsi de construire un panorama des caractéristiques communes et de définir 4 familles en fonction du positionnement et des modes d'intégration au sein des écosystèmes.

Le GT Stages

mène une veille sur les aspects réglementaires de la loi stages et contribue à alimenter les réflexions sur le développement des stages étudiants en France et à l'international. La CGE a émis des propositions adressées aux ministères concernés.

Le GT Langues et cultures

s'est réuni trois fois, d'abord à l'École des Ponts ParisTech sur le thème "Apprendre - accompagner - former grâce au tutorat : Rôle et outils du "tuteur émergent", ensuite à Paris School of Business sur le thème "Les évolutions probables et désirables de l'enseignement des langues" et à Grenoble INP sur le thème "Le label qualité FLE comme outil de management au service de la transformation pédagogique". Ces thèmes reflètent l'importance stratégique de l'enseignement de langues pour l'innovation pédagogique.

RECHERCHE ET TRANSFERTS

Création de la commission : 1980



M'Hamed Drissi

Président de la commission Recherche et Transferts

Directeur de l'INSA Rennes

ANIMATRICE DU GROUPE DE TRAVAIL

• **Information et documentation** : Marie-Pierre Redon (ENISE) et Monique Joly (INSA de Lyon)

La commission mène un travail de réflexion, d'échanges, d'information et de suivi des nombreuses réformes en cours dans le domaine de la recherche, de l'innovation, du transfert et de la valorisation (les résultats des PIA, les appels à projets, le plan SHS, la réforme du doctorat, l'évolution des appels d'offres de l'ANR et du H2020...).

Elle travaille en interaction avec les alliances, notamment l'ALLIANCE ATHENA en sciences humaines et sociales, et poursuit son rôle de représentation dans ces instances.

Elle est saisie des enjeux de la documentation (BSN, COUPERIN, ...). Elle réalise des analyses de tendance en matière de recherche, d'innovation et de transfert et travaille à la valorisation des actions de recherche et d'innovation des Grandes écoles, notamment par son enquête recherche annuelle. La commission a, par exemple, participé au comité de pilotage sur la participation de la France aux Programmes Européens et a répondu à une enquête sur les procédures de l'ANR.

La commission a reçu plusieurs intervenants : des représentants de l'association Bernard Gregory (ABG), son partenariat avec la CGE est reconduit ; des représentants de l'ANRT, de l'ANR (du programme Tremplin de l'ERC), de cabinet de recrutement de docteurs pour le point de vue des employeurs (Adoc Talent Management).

La commission est attentive à la valorisation de la recherche dans les écoles de management et dans les établissements privés.

La commission a mis en place un prix de recherche « Bourse Bernard Sutter » et a récompensé trois candidats, lors de sa première édition, en décembre 2016. Ce prix de recherche permet de financer la mobilité de jeunes chercheurs et les projets de recherche dans les PME notamment. La commission poursuit sa prospection de partenaires économiques pour pérenniser ce prix qui illustre l'excellence de la recherche dans les Grandes écoles.

La commission a également mis en place une étude sur « les sciences humaines et sociales dans les Grandes écoles ». L'objectif est de réaliser un état des lieux des SHS dans les Grandes écoles de la CGE, pour les valoriser et mieux faire connaître les travaux de recherche associés. Le but est d'organiser un colloque sur ce thème en 2018, avec des débats sur les SHS dans les Grandes écoles.

Avec le groupe de travail « documentation et information », la commission reste engagée dans les négociations avec des éditeurs scientifiques (Elsevier, ACS, Springer, ...), dans le consortium Couperin. Ces négociations contribuent à maîtriser les coûts par rapport aux contrats précédents.



RELATIONS INTERNATIONALES

Date de création de la commission : 1980

Yves Poilane

Président de la commission Relations internationales
Directeur de Télécom ParisTech

Représentation et promotion des écoles

La commission Relations internationales (RI) est la plate-forme assurant l'interface entre les écoles et les instances liées à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'objectif est de favoriser le rayonnement international des Grandes écoles via :

- la définition de la politique internationale de la CGE en coopération avec les ministères (MEAE, MESRI) et la Commission européenne
- la promotion du modèle grande école aux plans national et international
- la participation à des programmes intergouvernementaux
- les contacts avec les institutions et les universités étrangères

Travail avec les instances nationales

La CGE, qui siège au conseil d'administration de Campus France, a contribué à la définition de la programmation annuelle de l'agence et à la formation du personnel lors de la journée d'accueil des nouveaux responsables d'espaces, au Forum CampusFrance (14 déc. 2016). Elle a participé aux Rencontres Campus France dédiées à l'Afrique (7-9 déc. 2016).

La CGE s'est associée aux autres Conférences, à la Mairie de Paris et à l'ONG Entraide en Syrie - Ghosn Zeitoun pour un programme de bourses destiné à accueillir dans les établissements français une vingtaine de réfugiés syriens.

La CGE a été auditionnée et a contribué à l'élaboration du Projet de loi relatif au droit des étrangers en France. Elle a notamment défendu le Décret d'octobre 2016 qui autorise les diplômés étrangers de formations labellisées CGE de niveau 1 à bénéficier de titres de séjours provisoires. Toujours dans le cadre de cette Loi, la CGE a interpellé le Premier Ministre contre les risques de santé publique que fait peser le transfert de responsabilité de la prévention et du suivi médical des étudiants étrangers aux établissements.

La CGE est membre du Comité de Pilotage de la Procédure Études en France (EEF) et a participé à l'assemblée générale (9-10 nov. 2016) notamment pour présenter le modèle GE aux responsables d'espaces Campus France du monde entier. Elle a participé à la refonte de la plateforme EEF, à l'ajustement du calendrier de la procédure et la réduction du nombre de vœux possibles afin de faciliter la gestion administrative pour les établissements.

La commission RI et ses membres ont également pu répondre à la consultation publique du MESRI sur la Stratégie d'Internationalisation pour la Recherche, l'Innovation et l'Enseignement Supérieur (SIRIES). Elle participe également aux groupes de travail du MEAE et du MESRI sur différents sujets : Brexit, stratégie ESR Moyen-Orient, Processus de Bologne, discussions bilatérales pour des accords d'équivalence de diplômes (Inde).

Réunions

Deux séminaires du groupe de travail RI du Chapitre (9-10 fév. et 29-30 juin 2017) et une plénière de la commission RI (20 janv. 2017) ont été organisés. Les principaux sujets traités ont été la stratégie d'exportation des établissements (Rapport France Stratégie) et la contribution à la revue de mi-parcours de la Commission Européenne du Programme ERASMUS+ (hausse du budget, simplification administrative et dématérialisation).

Délégations

La CGE a reçu des délégations de Vice-Chancellor du Pakistan (22 nov. 2016), du Royaume-Uni (27 janv. 2017) et du Soudan (31 mars 2017).

Sous la coordination du MESRI, la CGE a également contribué à l'organisation de la Conférence Ministérielle Algéro-Française sur l'enseignement supérieur (25-26 janv. 2017). La commission RI était également présente à la Mission Campus France au Pakistan (fév. 2017) : 1^{re} délégation française depuis 15 ans au Pakistan.

VIE ÉTUDIANTE

Date de création de la commission : 2016



François Bouchet

Président de la commission Vie étudiante
Directeur général de l'École polytechnique

ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

- **LUCA** : Patricia Fournier (ENSAM)
- **Vie associative** : Christelle Egreateau (Sup de Co La Rochelle)
- **Accueil des étudiants** : non désigné

En fin d'année 2015, dans la foulée de la publication du Plan National de la Vie Étudiante, la CGE a décidé de créer une commission spécifique pour donner une visibilité à la hauteur des enjeux de la Vie étudiante au sein de ses écoles. Ce sujet était jusqu'alors dispersé au sein de plusieurs commissions et notamment au sein des commissions DD&RS et Formation.

La commission Vie étudiante est organisée en trois groupes de travail :

- le GT LUCA qui aborde les comportements addictifs sous le double angle de la responsabilité et des comportements des acteurs directement impliqués (étudiants comme administrations des écoles)
- le GT Vie associative qui s'attache à faciliter et valoriser l'activité associative au sein des écoles comme une composante à part entière du parcours éducatif pour les étudiants et de la vie interne des établissements.
- le GT Accueil des étudiants qui s'attache à partager les bonnes pratiques au sein des écoles en matière de logement et à faciliter l'intégration des étudiants étrangers.

Portée par une activité intense du législateur, la commission Vie étudiante a analysé le décret relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle en proposant une note d'interprétation aux écoles. La commission a aussi alerté les ministères sur les risques sanitaires à venir pour les étudiants alors que la loi relative aux droits des étrangers supprime la visite médicale obligatoire pour les étudiants étrangers.

Dans la continuité de la convention signée le 13 février 2014 avec la MILDECA, le groupe de travail **lutte contre les comportements addictifs** a contribué à l'organisation, avec la CDEFI, d'un séminaire CpasIOption, une initiative du BNEI. Ce séminaire a accueilli, au mois d'avril dans les locaux de l'ISARA, une population large (environ 150 personnes) d'étudiants, d'écoles et de partenaires institutionnels pour une séance de sensibilisation alternant conférences, ateliers ludiques et participatifs et théâtre forum sur les thèmes de la responsabilité et des comportements addictifs.

En projet pour l'année scolaire 2017-2018, la commission Vie étudiante diffusera un document de principes et règles partagés pour l'organisation des week-ends d'intégration et/ou de tout autre événement étudiant. Elle proposera aussi des réunions de partage d'expériences pour permettre la mise en place de dispositif de validation de l'engagement étudiant.

Enquête Mobilité 2017*

SYNTHÈSE ET CHIFFRES CLÉS¹

Grandes écoles	Total étudiants	Total étudiants étrangers	Total étudiants diplômés	dont doubles diplômes	dont doctorats	Diplômes délivrés sur les campus à l'étranger
Ingénieur	143 000	28 354	6 853	1 389	1 400	234
Management	123 580	34 242	7 455	998	195	724
Autres spécialités	7 055	1 244	111	54	1	0
TOTAL	273 635	63 840	14 419	2 441	1 596	958

→ L'augmentation du nombre d'étudiants étrangers entre 2013-14 et 2015-16 est de + 10,02 %.

→ Les étudiants étrangers représentent 23,33 % des effectifs des Grandes écoles :

- 19,83 % dans les écoles d'ingénieur
- 27,71 % dans les écoles de management
- 17,63 % dans les écoles d'autres spécialités.

Le développement des campus à l'étranger

Plus de 6 000 étudiants étrangers étaient présents sur les campus à l'étranger des grandes écoles en 2015-16 ; environ 1 000 diplômés ont été délivrés cette année sur ces campus.

Équilibre des flux

	Entrants			Sortants			Solde
	Étudiants	Doctorants	Sous-total	Étudiants	Stagiaires	Sous-total	
Afrique sub-saharienne	5 559	399	5 958	130	1 216	1 346	4 612
Maghreb	10 744	1 148	11 892	80	1 156	1 236	10 656
Asie-Pacifique	15 075	1 579	16 654	5 960	5 967	11 927	4 727
Amérique Latine	5 436	601	6 037	2 959	1 709	4 668	1 369
Europe de l'Ouest	11 219	860	12 079	11 881	16 065	27 946	-15 867
Amérique du Nord	2 981	144	3 125	5 506	3 572	9 078	-5 953
Europe Centrale et Orientale	2 918	375	3 293	1 925	999	2 924	369
Moyen-Orient	1 723	734	2 457	307	501	808	1 649
non renseignés	2 345			0			
TOTAL Entrants	55 655	5 840	63 840				
TOTAL Sortants				28 748	31 185	59 933	1 562

* Enquête publiée en 2017, réalisée sur les chiffres de l'année 2015-2016

1. Sur 158 écoles ayant répondu à l'enquête (117 écoles d'ingénieur, 33 écoles de management et 8 écoles d'autres spécialités)



ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DANS LES GRANDES ÉCOLES (2015-2016)

- 55 655 étudiants étrangers étaient en séjour d'études dans les Grandes écoles en 2015-16 contre 50 887 en 2013-14 (+ 9,3 %) et plus de 29 % d'augmentation depuis 2011-12 (43 084 étudiants)
- 5 840 étrangers étaient en formation doctorale dans les Grandes écoles en 2015-16 contre 5 638 en 2013-14 (+ 3,6 %)
- Les étudiants étrangers représentent 173 nationalités différentes.

Les croissances par zones géographiques

- Afrique Maghreb : + 2,7 %
- Afrique Sub-saharienne : + 8,5 %
- Amérique du Nord : + 8,2 %
- Amérique Latine et du Sud : + 11 %
- Asie Moyen-Orient : + 15,5 %
- Asie-Pacifique : + 11,8 %
- Europe centrale et orientale : -0,2 %
- Europe de l'Ouest : + 12,6 %

Toutes les zones géographiques sont en progression à l'exception de la zone Pays d'Europe de l'Est, Centrale et Orientale (PECO) en très léger recul par rapport à 2013-14. Quatre pays ont une croissance des flux largement supérieure à la moyenne :

- Maurice (+ 60,7 %)
- Colombie (+ 22,6 %)
- Pakistan (+ 40,8 %) bien que concernant des flux plus faibles
- Italie (+ 25,6 %)

La croissance des flux provenant de l'Asie-Pacifique est toujours due largement à la Chine (+ 11,6 %) et à l'Inde (+ 25,5 %).

En Europe de l'Ouest, la croissance des flux est assez également répartie entre les différents pays, les étu-

dants proviennent des pays phares habituels mais avec des différences notables : en effet si l'Allemagne (+ 13,9 %) reste le premier pourvoyeur d'étudiants de la région dans les Grandes écoles, l'Espagne habituellement deuxième est en recul (- 4,7 %) et cède sa place à l'Italie en très forte croissance (+ 25,6 %). L'Europe Centrale et Orientale est la seule zone géographique dont les flux diminuent par rapport à 2013-14 (- 0,2 %). Si la Hongrie (+ 28,3 %) fait bonne figure, cela ne suffit pas à compenser la diminution des flux dans plusieurs pays, au premier lieu desquels la Pologne (- 11 %), la Roumanie (- 19,8 %) et la Bulgarie (- 19 %)

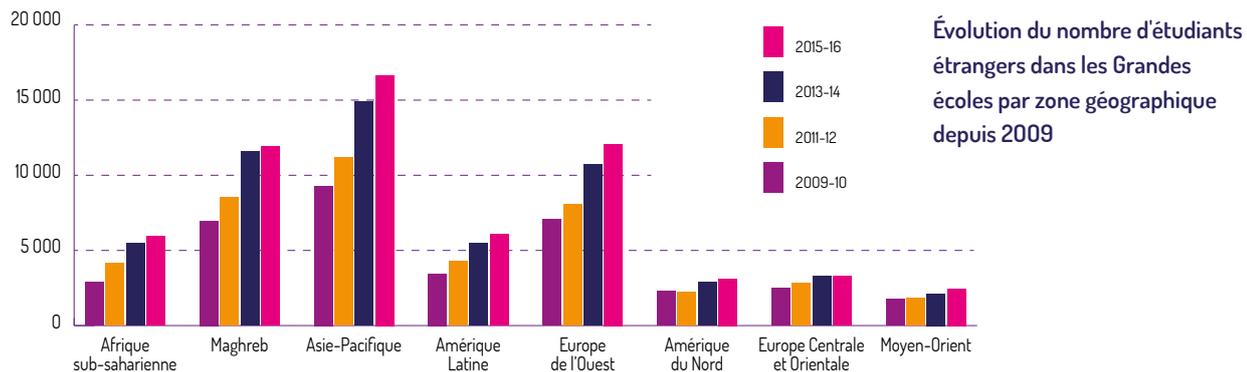
LES ÉTUDIANTS FRANÇAIS DES GRANDES ÉCOLES À L'ÉTRANGER

En 2015-16, 59 933 élèves des Grandes écoles ont effectué un séjour à l'étranger, contre 53 899 départs en 2013-14. Ce chiffre représente plus de 21,9 % de leurs effectifs totaux d'étudiants.

Cette année les écoles ont donc reçu plus d'étudiants qu'elles n'en ont envoyé : 63 840 contre 59 933. Par rapport aux résultats de l'enquête précédente, le nombre de séjours des étudiants français a augmenté de 11,2 %, pour tous types de Grandes écoles. Mais on note une forte disparité suivant la nature du séjour :

- les séjours d'études ont globalement augmenté de plus de 10 %, de plus de 15,5 % dans les Grandes écoles de management et plus que triplé dans les écoles d'autres spécialités
- le nombre de départs en stage est également en augmentation de 12 %. Cette croissance est exclusivement due à la forte hausse de stages à l'étranger dans les écoles de management (+ 44 %) qui fait plus que compenser la baisse dans les autres établissements notamment les écoles d'ingénieur (-7,5 %).

Mais le constat reste toujours vrai : l'obligation de séjour à l'étranger est devenue la règle pour la quasi-totalité des Grandes écoles.



Enquête Insertion 2017

UNE ENQUÊTE TOUJOURS PLUS REPRÉSENTATIVE ET PROCHE DES USAGES DES RÉPONDANTS

Le questionnaire de l'enquête a été adressée aux diplômés de 184 écoles de la CGE¹, 175 d'entre-elles ont participé. Le nombre de répondants appartenant aux trois dernières promotions continue de croître ainsi que les taux de réponses correspondant. Pour la promotion 2016, il atteint 68,5 %.

Cette année, les participants à l'enquête ont pu répondre via leurs smartphones ou leurs tablettes. 25 % des répondants ont utilisé ce moyen.

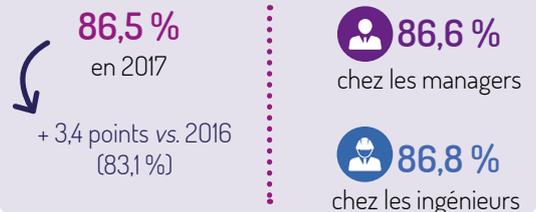
DES INDICATEURS QUI CONFIRMENT L'EMBELLIE DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Dans un contexte de relative reprise économique avec un taux de chômage qui reste élevé chez les 15-24 ans (22 % au premier trimestre 2017 - Source : INSEE, enquête Emploi), près de 9 diplômés de Grande école sur 10 décrochent un emploi moins de 6 mois après l'obtention de leur diplôme. Une progression qui confirme la dynamique observée ces trois dernières années.

Un taux net d'emploi en croissance pour toutes les promotions

Sur la promotion 2016 interrogée en 2017, le taux net d'emploi à 6 mois s'élève à 86,5 %, contre 83,1 % l'année dernière. Ce taux atteint plus de 94 % pour la promotion 2015 12 à 15 mois après la diplomation et 96,5 % pour la promotion 2014 24 à 27 mois après la sortie d'école. Des indicateurs synonymes de plein emploi.

Un taux net d'emploi (à 6 mois) en forte progression



La proportion de CDI poursuit sa progression

Le CDI regagne ses lettres de noblesse



Alors qu'en 2016, seulement 44 % des 15-24 ans actifs occupés disposaient d'un contrat à durée indéterminée (source : INSEE, enquête Emploi 2016), 79 % des diplômés des Grandes écoles en 2016 ont été embauchés en CDI. Une hausse de 2 points par rapport à l'année dernière (77 %) qui confirme la tendance déjà observée en 2016. Concernant la part des contrats de cadres, elle reste stable une nouvelle fois cette année à 85,2 %.

1. Sur les 223 écoles de la CGE, 39 ne sont pas concernées par cette enquête (les 15 écoles étrangères et les 24 écoles formant des fonctionnaires (écoles de la défense, ENS, écoles de service publique...) d'où le nombre de 184 écoles enquêtées

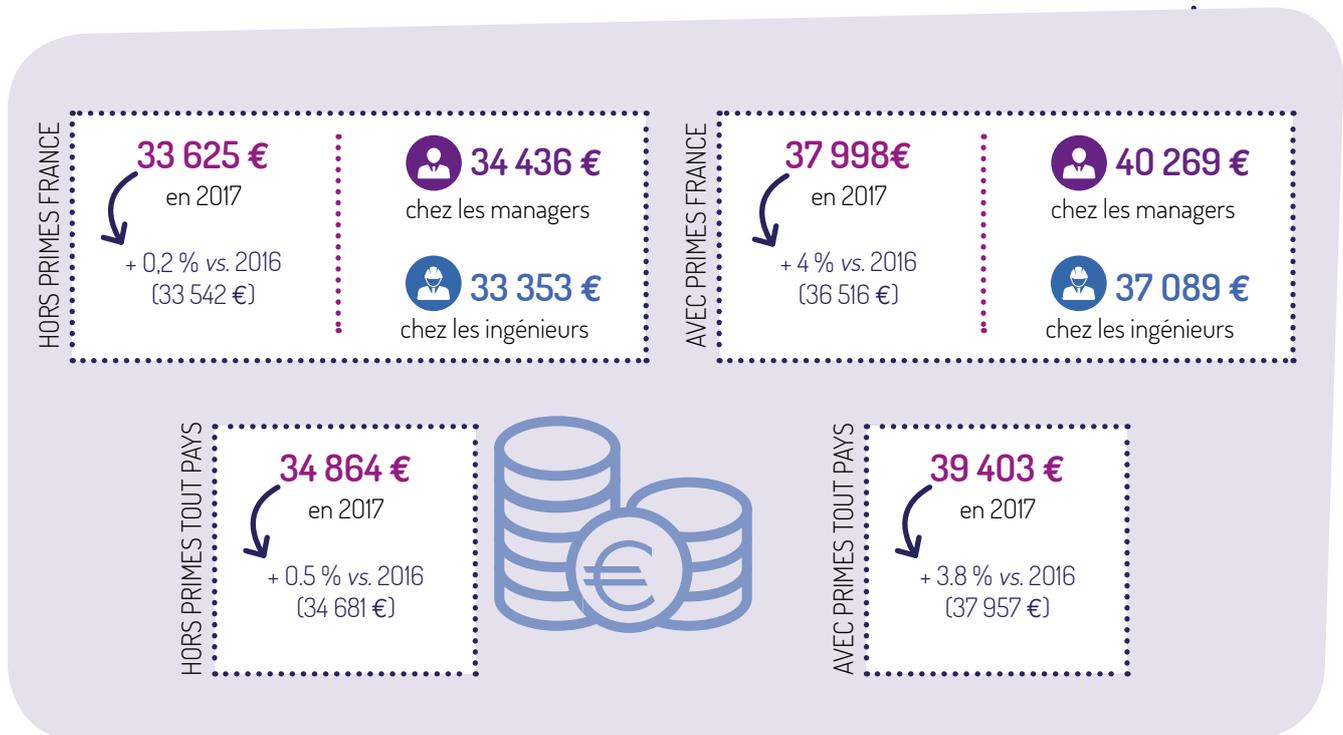


LES APPRENTIS S'INSÈRENT PLUS RAPIDEMENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Sur les 13 % d'apprentis diplômés d'une Grande école en 2016 (ayant répondu à l'enquête), **89,5 % ont décroché un emploi dans les 6 mois suivant l'obtention du diplôme**. Un taux supérieur de 3 points par rapport à l'ensemble des diplômés, qui s'explique en partie grâce à leur activité au sein de l'entreprise. **En 2017, un apprenti sur trois a été embauché dans son entreprise d'accueil.**

Des salaires en euros courants qui s'inscrivent dans cette dynamique positive

En 2017, le salaire brut moyen annuel des jeunes diplômés, à l'entrée dans la vie active, est stable hors primes et en hausse avec primes :



LES PME, PREMIER EMPLOYEUR DES DIPLÔMÉS DES GRANDES ÉCOLES

39,8 %
des diplômés
des Grandes écoles
travaillent
dans une TPE/PME

+ 0,7 point vs. 2016

En 2017, près de 40 % des diplômés des Grandes écoles (39,8 %) ont débuté leur carrière dans une très petite, petite, ou moyenne entreprise (de moins de 250 salariés). Un pourcentage en hausse de 0,7 point par rapport à l'année dernière qui confirme l'intérêt des étudiants pour les TPE / PME / ETI, contrairement aux idées reçues qui voudraient qu'ils privilégient uniquement les grands groupes. **Les PME (entre 10 et 249 salariés) deviennent d'ailleurs pour la première fois cette année le premier employeur des diplômés des Grandes écoles avec 31,7 % des embauches**, devant les grands groupes (31,3 %), les ETI (28,9 %) et les TPE (8,1 %).

OUVERTURE INTERNATIONALE : LA REPRISE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE MARQUE UNE AUGMENTATION DES EMBAUCHES DANS LE PAYS

Pour la seconde année consécutive, la part des jeunes diplômés qui tentent l'aventure internationale pour leur premier emploi est en légère baisse. Ils sont **15,2 % de jeunes actifs à avoir fait le choix de s'expatrier** (-1,4 point vs. 2016) en privilégiant, par ordre d'importance, le **Royaume-Uni, l'Allemagne, la Chine et la Suisse**. Cette diminution sensible, observée depuis deux ans, traduit un léger regain de l'attractivité française. Parallèlement, **parmi les 14,9 % d'étudiants étrangers diplômés d'une Grande école**, deux tiers ont choisi la France pour leur première expérience professionnelle.

2 étudiants étrangers sur 3 restent travailler en France



12,2 %
des diplômés
répondants sont
des étrangers

+ de 40 % viennent
du Maroc et
de la Chine

Parmi eux **66,2 %** travaillent en France

POURSUITES D'ÉTUDES : LA FORMATION MASTERE SPECIALISE® DE PLUS EN PLUS POPULAIRE

Si l'on exclut la thèse, la formation **MASTERE SPECIALISE® (MS)** devient en 2017 le **premier choix des jeunes diplômés qui décident de continuer leurs études**. En représentant 20,6 % des diplômés en poursuite d'études, le MS passe devant le Master (19,2 %).

LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE FAVORABLE NE GOMME PAS LES DISPARITÉS HOMMES/FEMMES ET TEMPÈRE L'ENTREPRENEURIAT

Les proportions d'ingénieurs et de managers créateurs d'entreprises s'équilibrent

La part des étudiants ayant créé ou repris une entreprise s'établit à **3 % en 2017**. La **quote-part des créateurs d'entreprises tend à s'équilibrer parmi les managers (3,8 %) et parmi les ingénieurs (2,3 %)**. Ils étaient 7 % de managers et 2,4 % d'ingénieurs en 2016. L'année dernière, 4,1 % des diplômés s'étaient lancés dans l'aventure entrepreneuriale. Un marché de l'emploi plus ouvert cette année et des variations sur des petits volumes peuvent expliquer cet écart.

La quote-part des **ingénieurs créateurs se rapproche de celle des managers créateurs**

3,8 %
chez les managers

2,3 %
chez les ingénieurs

Un premier salaire brut annuel toujours inférieur pour les jeunes diplômées

Malgré un niveau de salaire à la hausse, **les femmes restent rémunérées en moyenne 1 948 € annuels bruts (hors primes) de moins que les hommes en 2017**. Parallèlement, elles sont 72,5 % à avoir obtenu un CDI, contre 83,4 % des hommes. Même constat du côté de la nature du contrat de travail : seulement 77,9 % des femmes ont le statut de cadre contre 89,9 % des hommes.



34 377 €

chez les hommes



32 429 €

chez les femmes



72,5 %

des femmes
sont en CDI

contre 83,4 %
des hommes



77,9 %

des femmes
ont le statut cadre

contre 89,9 %
des hommes



La Conférence des grandes écoles

Créée en 1973, la Conférence des grandes écoles (CGE) regroupe 223 établissements d'enseignement supérieur et de recherche français et étrangers, représentant tout le spectre des formations supérieures en Grandes écoles de niveau Master et au-delà. Assurant une formation de masse (41 % des Masters délivrés chaque année en France) et une recherche de qualité, les Grandes écoles mettent en cohérence un projet pédagogique en fonction du profil de l'étudiant et des débouchés professionnels. Les 268 membres de la CGE (Grandes écoles, entreprises et organismes) permettent à la France de proposer une offre de formation et de recherche à déclinaisons multiples.

Le rôle de la CGE

La Conférence des grandes écoles est un cercle de réflexion (think tank), qui valorise l'expertise collective de ses membres et l'importance des Grandes écoles dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche. La CGE participe activement aux réflexions concernant l'enseignement supérieur (contribution Assises ESR, StraNES, circulaire année de césure, stages, formation professionnelle...). Elle produit des synthèses, études et enquêtes qui font référence au plan national, sur l'Insertion des jeunes diplômés, la mobilité internationale, l'ouverture sociale, l'entrepreneuriat... Elle assure un rôle de représentation de ses membres auprès des pouvoirs publics, des acteurs de l'économie et de la société. Elle prend position publiquement sur les sujets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche. La CGE est un organisme accréditeur de formations pour ses membres (MASTERE SPECIALISE®, Master of Science, BADGE, CQC). Elle garantit la qualité des programmes ainsi que leur adéquation avec les attentes du marché du travail.

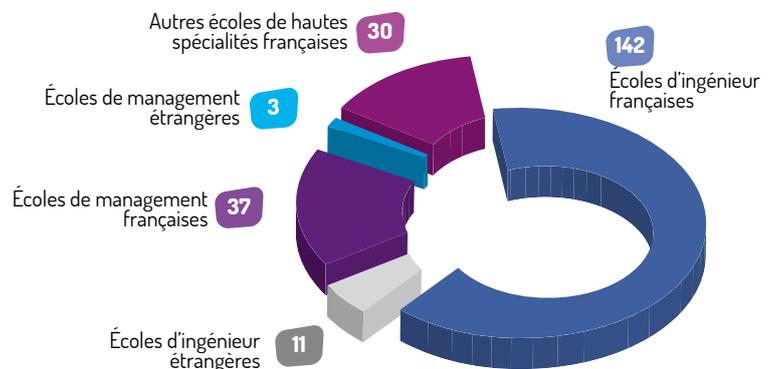
La CGE, une association loi 1901 regroupant 3 collèges de membres

En 2016-2017 :

- le collège Écoles comprend 223 établissements d'enseignement supérieur et de recherche dont 14 étrangers
- le collège Entreprises rassemble 8 entreprises membres et 12 entreprises partenaires
- le collège Organismes est composé de 37 organisations, associations de diplômés, d'enseignants, de professeurs de lycée...

Les Grandes écoles relèvent de plusieurs ministères (tutelle ou contractualisation)

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le ministère des Armées, le ministère de la Transition écologique et solidaire, le ministère des Solidarités et de la Santé, le ministère de la Culture ou même, directement du Premier ministre.



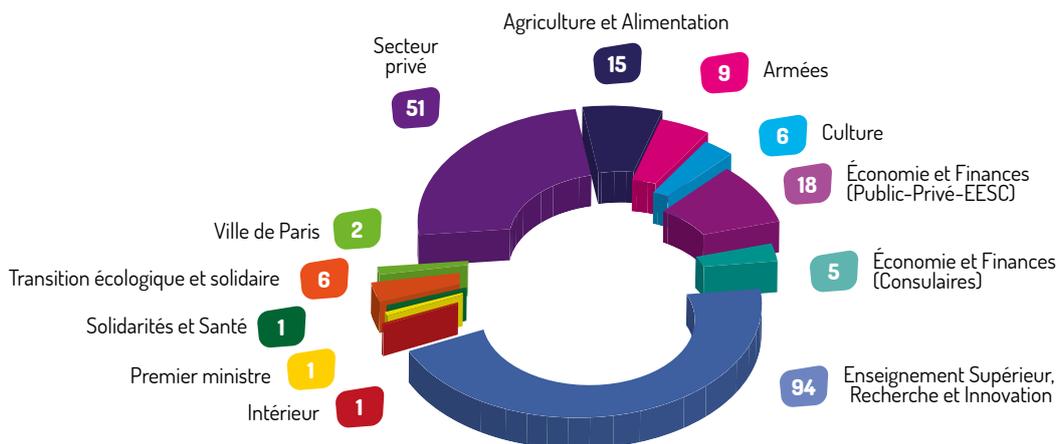
Source : CGE - Liste des écoles membres de la CGE - 30 juin 2017

Les grandes filières du supérieur

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Part du total	Évolution sur 1 an	Évolution sur 8 ans
Étudiants scolarisés dans la totalité des établissements	2 231 495	2 234 162	2 315 821	2 319 627	2 343 939	2 386 930	2 429 857	2 470 700	2 531 800		2,50 %	13,50 %
Universités hors IUT et formations d'ingénieur	1 291 213	1 267 325	1 307 581	1 299 763	1 265 819	1 280 577	1 358 088	1 388 300	1 429 200	56,40 %	2,90 %	10,70 %
dont IUFM	70 100	64 037	59 953	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IUT	116 223	118 115	118 139	116 476	110 500	110 105	115 780	116 400	116 200	4,60 %	0,20 %	0,00 %
STS et assimilés	230 877	234 164	240 322	242 247	246 025	253 729	254 967	255 200	256 100	10,10 %	0,40 %	10,90 %
Écoles paramédicales et sociales hors université	134 407	137 165	136 164	137 370	137 370	140 600	132 935	135 100	135 500	5,40 %	0,30 %	0,80 %
Filière des CPGE/GE	301 525	314 362	337 132	353 789	378 779	393 816	402 641	410 600	421 000	16,60 %	2,50 %	39,60 %
Autres écoles et formations	157 250	164 524	177 919	169 982	165 749	190 665	165 446	165 100	173 800	6,90 %	5,30 %	10,50 %

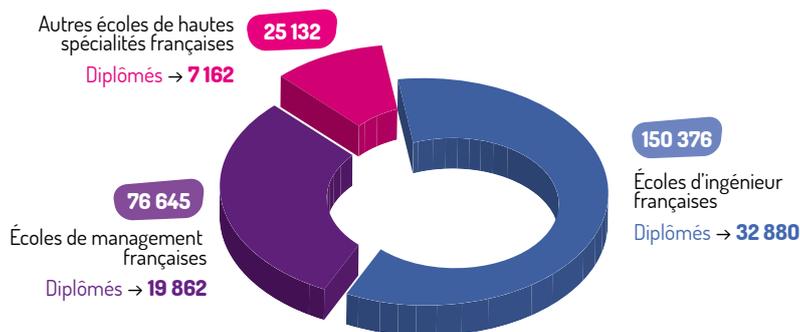
2015-2016 : nombre d'étudiants hors double comptage des 19 300 doubles inscrits en CPGE et EPSCP - source : RERS 2016

Écoles françaises de la CGE par Ministère de tutelle et/ou statut



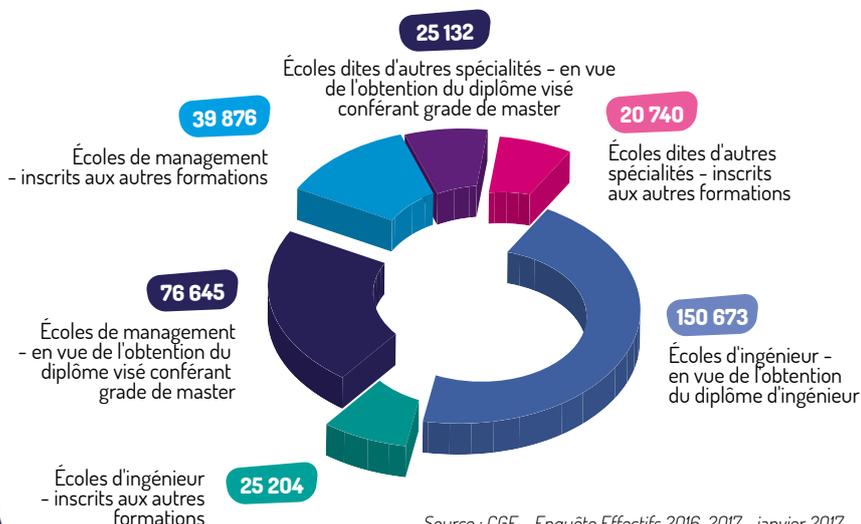
Source : CGE - Liste des écoles membres de la CGE - 30 juin 2017

Étudiants inscrits au Programme Grande école en 2016-2017 et flux de diplômés en 2016



Sources :
CGE - Enquête Effectifs 2016-2017 - janvier 2017
CGE - Enquête Flux de diplômés à l'issue de 2015-2016 - janvier 2017

338 270 étudiants inscrits, toutes formations confondues, dans les GE françaises en 2016-2017



Source : CGE - Enquête Effectifs 2016-2017 - janvier 2017

Certaines écoles dépendent d'organismes consulaires, d'autres ont un statut associatif ou autre.

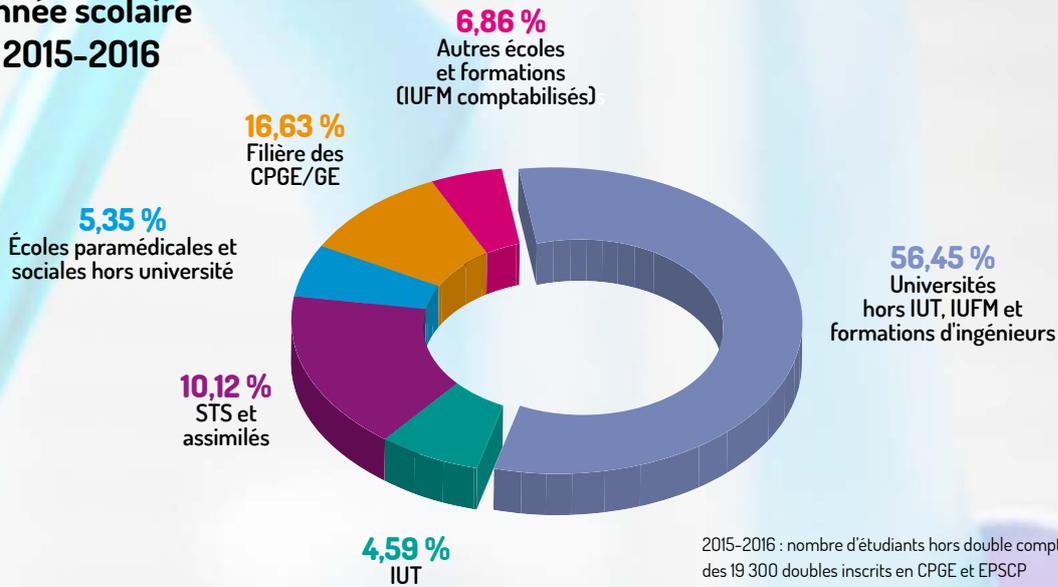
Regroupant 70 % des écoles d'ingénieur habilitées par la CTI, 90 % des écoles de management conférant le grade de master et 20 % des écoles dites d'autres spécialités, la CGE est un acteur majeur de l'enseignement supérieur français. Les effectifs étudiants inscrits dans les Programmes Grande École s'élèvent officiellement à 252 450 étudiants en 2016-2017* dont 37,6 % de femmes en moyenne (soit une progression de 0,5 point par rapport à 2015-2016, où le taux de féminisation s'élevait à 37,1 %) et 13,8 % d'étrangers prétendant au diplôme (contre 13,05 % l'année précédente). Toutes formations confondues, c'est à dire incluant bachelors, MBA, DNM, MS, MSc, Doctorat et formation continue, les écoles membres de la CGE ont assuré en 2016-2017 la formation de 338 270 étudiants.

Ayant diplômé à l'issue de l'année 2015-2016*, 59 904 étudiants pour le programme Grande École, les écoles françaises de la CGE représentent cette année 76 % des flux de diplômés toutes Grandes écoles confondues (dans la définition « délivrant au moins un diplôme conférant le grade de master ») : la sphère des Grandes écoles diplôme quant à elle à ce jour 41,2 % des étudiants de niveau M toutes formations confondues (soit 2 points de plus que l'année dernière, dû à une forte augmentation du nombre des diplômés d'écoles de commerce conjuguée à une hausse plus raisonnable du nombre de diplômés ingénieur).

*Les effectifs inscrits et flux de diplômés au sein des écoles de la CGE n'incluent pas ceux des 3 écoles admises lors de l'assemblée générale du 20 juin 2017

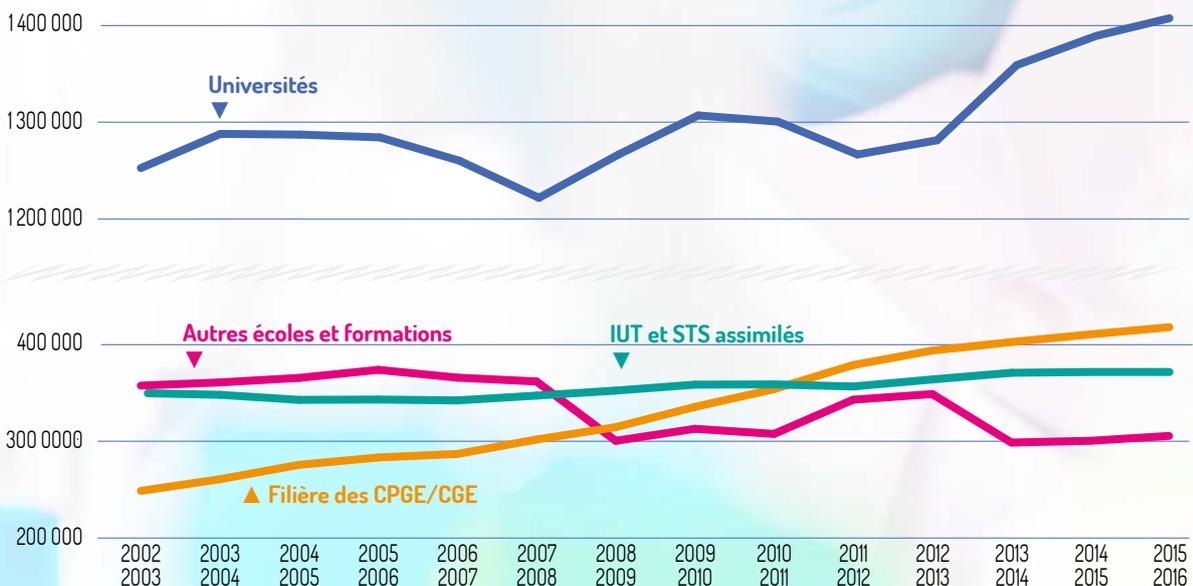
Les Grandes écoles : acteurs majeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche

Année scolaire
2015-2016



2015-2016 : nombre d'étudiants hors double comptage des 19 300 doubles inscrits en CPGE et EPSCP
Source : RERS 2016

Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur français



2015-2016 : nombre d'étudiants hors double comptage des 19 300 doubles inscrits en CPGE et EPSCP
Source : RERS 2016

Évolution des labels

Le processus complet des accréditations mené au sein de la commission vise à garantir un niveau de qualité et d'exigence élevé des labels que la CGE octroie à ses écoles membres. Renforcer leur positionnement et leur distinctivité implique que soient déployés des dispositifs d'assurance-qualité et d'amélioration continue et que ceux-ci fassent l'objet d'évolutions mûrement réfléchies et suivies. Les actions de la commission Accréditation vont en ce sens.

Audit *in situ*

L'année 2016-2017 a été l'occasion de mener la phase pilote d'audit *in situ* : 4 Grandes écoles se sont portées volontaires et 5 formations labellisées MASTERE SPECIALISE® et MSc – Master of Science de différents formats ont été auditées par les experts de la commission.

Une nouvelle étape dans le dispositif de contrôle de la qualité des formations vient ainsi s'inscrire au processus global des accréditations. Les modalités et la définition des critères de déclenchement des audits feront l'objet d'une séance de travail entre la commission et la délégation générale. Cette séance, prévue en début de campagne doit évaluer l'échelle des ressources nécessaires à la mise en place effective d'un tel dispositif tout en offrant aux écoles membres un accompagnement adapté.

Labels BADGE et CQC

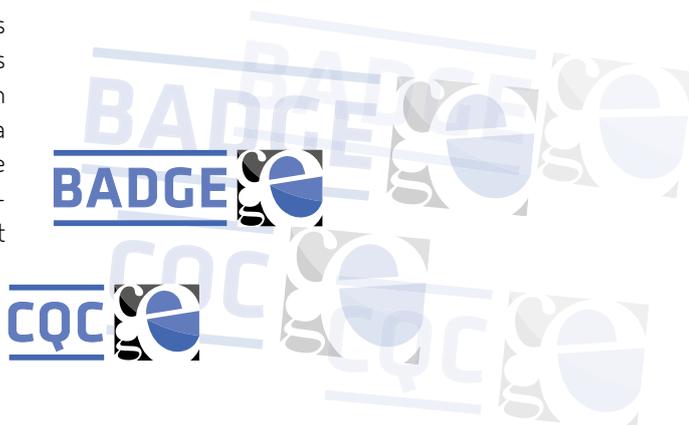
Avec la réforme de la formation professionnelle, le label BADGE a évolué et un 4^e label qualité a été créé : le CQC (Certificat de Qualification et de Compétences). Son objectif : accréditer des formations courtes de qualité en réponse aux besoins spécifiques immédiats des entreprises. Ces labels peu ou encore mal connus des écoles membres nécessitent une communication mieux ciblée. Leur référentiel respectif rédigé selon la même approche que celui des labels MS et MSc, vise dorénavant un niveau d'exigence équivalent. Le vademecum de ces labels sera rédigé et présenté pendant la campagne 2017-2018.

Acquérir de nouvelles expertises

La commission Accréditation accueille, à parité, des experts issus du monde académique (Grandes écoles) et du monde professionnel (responsables d'entreprise). Afin d'instruire les dossiers d'accréditation, (1^{re} demande, renouvellement, modification), dont les domaines de formation sont évolutifs et parfois en lien étroit avec l'impact des nouvelles technologies, la commission lance un appel à candidature pour des spécialités sous représentées parmi les experts. Ces spécialités concernent particulièrement les métiers du numérique, de la cybersécurité et de la gestion des données massives ou big data.

Mieux accompagner les écoles membres

La réforme de la formation continue a, ces dernières années, considérablement impacté l'offre de formation des Grandes écoles notamment avec l'obligation de répondre à de nouvelles réglementations en la matière (enregistrement RNCP, traduction en blocs de compétences, inscription sur les listes éligibles au CPF et dernièrement sur le datadock). Afin d'accompagner au mieux les écoles membres, la commission Accréditation envisage de mettre en place des ateliers dédiés sur différents sujets tels que la VAE, le RNCP, l'inventaire, le décret Qualité. Dans cette optique, une enquête d'insertion MS et MSc sera lancée courant octobre 2017 afin de proposer aux écoles qui le souhaitent un outil adapté prenant en considération les exigences de la CNCP.





Angers, les 16 et 17 mai 2017

Les Rendez-vous des Référents du Développement Durable (R²D²) est l'événement annuel qui réunit, sur deux journées, au sein d'une ou plusieurs écoles, les membres de la CGE représentés par leurs référents développement durable et responsabilité sociétale (DD&RS) afin d'échanger et de réfléchir aux démarches de responsabilité sociétale qu'ils pilotent, notamment à l'aide des outils du Plan Vert.

Cette année ce fut au tour de l'ESAIP d'accueillir la neuvième édition des R²D².

Les R²D² 2017 étaient placés sous le jour de la collaboration entre les référents DD&RS et le CIRSES (Collectif pour l'Intégration de la Responsabilité Sociétale dans l'Enseignement Supérieur). Les deux communautés ont des membres communs et sont amenées à travailler ensemble : la veille des R²D², le 15 mai, CIRSES tenait son assemblée générale et organisait une réunion du Comité de Labellisation DD&RS à l'ESSCA à Angers.

Côté programme, l'ESAIP et la Conférence des grandes écoles ont proposé deux journées denses alternant des ateliers participatifs sur des thèmes choisis par les référents, le rôle et la posture du chargé de mission DD&RS ou comment construire des indicateurs, un forum des pratiques, et une conférence de haut niveau sur la prospective et le développement durable tenue par Fabienne Goux-Baudiment. La commission Développement durable a réalisé son traditionnel état des lieux des travaux de l'année et projeté les grandes lignes de son action pour l'année à venir.

Côté organisation, l'équipe emmenée par Amaury Férard et François Manière, respectivement responsable communication événementiel et référent DD&RS, a su trouver le juste équilibre entre les moments d'échanges, les activités conviviales, les ateliers de travail participatifs et créatifs et des présentations d'entreprises telles Versoo ou Restoria et d'organisations territoriales telle le Conseil de Développement.

Les R²D² sont devenus des rendez-vous incontournables pour les référents DD&RS des écoles, c'est le moment qu'ils attendent pour se retrouver, échanger, se redynamiser et intégrer les nouveaux venus. C'est aussi le moment pour se projeter dans l'action collective portée par la CGE et par des réseaux partenaires comme CIRSES, SULITEST ou le REUNIFEDD. Les R²D² 2017 ont permis aussi de tester de façon ludique la nouvelle mouture du Sulitest et de se projeter sur les groupes de travail chargés de traduire professionnellement le cadre proposé par le guide de compétences DD&RS. Ce chantier, initié à cette occasion dans les champs de l'ingénierie, de l'Agro et du management, donnera naissance à de nombreuses autres communautés numériques qui partageront des ressources pédagogiques et des référentiels adaptés pour créer les conditions de la formation de décideurs responsables au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Organisation

Côté CGE :

comité de pilotage de la commission Développement durable et responsabilité sociétale

Côté ESAIP :

- Amaury Férard : Responsable communication événementiel
- François Manière : Référent DD&RS et responsable des services généraux

Organigramme de la CGE

COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUREAU

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Délégation générale

Participe à la définition de la politique et de la stratégie de la CGE

Applique et met en œuvre les décisions prises par le Bureau, le Conseil d'administration, l'Assemblée générale et les Commissions

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL

▶ **Accréditation**

Labels MASTERE SPECIALISE®, MSc,
BADGE, CQC

▶ **Amont**

Attractivité des filières scientifiques
Filières technologiques
Formations-Postbac et Réforme du lycée
LIESSE

▶ **Aval**

Enquête Insertion et enquête Insertion MS

▶ **Chapitre des écoles de management**

Amont / Concours
Compétences
Entrepreneuriat
Innovations pédagogiques
Qualité / Accréditations
Recherche
Relations entreprises
Relations internationales

▶ **Communication**

▶ **Développement durable et Responsabilité sociale**

Accompagnement et partage d'expériences
Compétences^[1] liées au DD&RS
Labellisation^[1]
Référentiel^[1]
Missions de Relations internationales^[1]

▶ **Diversité**

Égalité femmes/hommes
Handicap
Ouverture sociale

▶ **Formation**

Activités physiques et sportives
Apprentissage
Approche compétences dans les écoles
Entrepreneuriat et innovation
Langues et cultures
Stages
Stratégies numériques et
formations à distance

▶ **Recherche et transferts**

Documentation - Information

▶ **Relations internationales**

Afrique
Amérique du Nord
Amérique latine
Asie-Pacifique
Italie
Pays de l'Europe Centrale et Orientale
Pays nordiques
GE-TH (Grandes écoles - Technische
Hochschulen)^[2]

▶ **Vie étudiante**

Accueil des étudiants
LUCA (Lutte contre les comportements addictifs)
Vie associative

GROUPES INDÉPENDANTS

DAF : directeurs des Affaires financières et secrétaires généraux

DSI : directeurs des Systèmes d'Information

1. Commun CGE/CPU

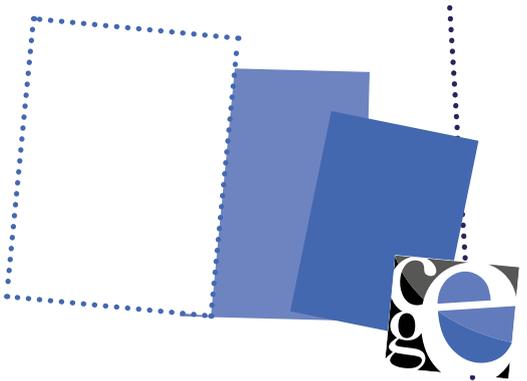
2. GE-TH : Association loi 1901 faisant office de groupe franco-allemand de la CGE par accord mutuel

Le bureau



 <p>Présidente Anne-Lucie Wack Directrice générale de Montpellier SupAgro</p>	 <p>Vice-président Entreprises Yves Portelli CCI de Paris Ile-de-France</p>	 <p>Vice-président Ecoles Hervé Biauasser Directeur général de CentraleSupélec</p>
<p>Vice-président Ecoles Loïk Roche Directeur général de Grenoble École de Management</p> 	<p>Secrétaire M'Hamed Drissi Directeur de l'INSA Rennes</p> 	<p>Trésorière Florence Darmon Directeur général de l'ESTP</p> 

Siègent également au bureau les Présidents de commissions

 <p>ACCREDITATION Christophe Digne Directeur de Télécom ParisSud</p>	 <p>AMONT Hervé Biauasser Directeur général de CentraleSupélec</p>	 <p>AVAL Peter Todd Directeur général du groupe HEC</p>
<p>CHAPITRE DES ECOLES DE MANAGEMENT Loïk Roche Directeur général de Grenoble École de Management</p> 	<p>COMMUNICATION Sophie Commereuc Directrice de SIGMA Clermont</p> 	<p>DÉVELOPPEMENT DURABLE & RSE Denis Guibard Directeur de Télécom École de management</p> 
 <p>DIVERSITÉ Nathalie Gormezano Directrice générale de l'ISIT</p>	 <p>FORMATION Frank Bournois Directeur de l'ESCP Europe</p>	 <p>RECHERCHE ET TRANSFERTS M'Hamed Drissi Directeur de l'INSA Rennes</p>
<p>RELATIONS INTERNATIONALES Yves Poilane Directeur de Télécom ParisTech</p> 	<p>VIE ÉTUDIANTE François Bouchet Directeur général de l'École polytechnique</p> 	

Le comité d'orientation stratégique

Le COS initie et mène les réflexions stratégiques de la CGE. Instance de référence et force de proposition pour les acteurs publics et privés de l'enseignement supérieur, le COS est présidé par Anne-Lucie Wack, directrice générale de Montpellier SupAgro.

ÉCOLES

- **CentraleSupélec**
Hervé Biaußer directeur général
- **ESCP Europe**
Frank Bournois directeur général
- **Institut Mines-Télécom**
Philippe Jamet directeur
- **Montpellier SupAgro**
Anne-Lucie Wack directrice générale
- **Ecole polytechnique**
François Bouchet directeur général
- **SKEMA** – Alice Guilhon
directrice générale

ENTREPRISES

- **AXA** – Sandrine Duchêne
directrice des affaires publiques
- **Bouygues** – Philippe Marien
directeur financier du groupe
- **CIGREF** – Jean-François Lalanne
– vice-président / DSI Air France KLM
- **EDF** – Luis Molina directeur de l'Emploi et du Développement des Salariés • directeur marketing services
- **LVMH** – Pascal Jouvin directeur, Group Executive Development

ORGANISMES

- **ANDRH** – Bénédicte Ravache
secrétaire générale
- **APEC** – Jean-Marie Marx
directeur général
- **Fondation FACE** – René Rozot
- **IESF** – Marc Ventre président
- **Medef** – Christian Nibourel
président d'Accenture France
- **Synergie campus entreprises**
Julien Henry, président

Le conseil d'administration

COLLÈGE « ÉCOLES » → membres élus

- Anne Beauval** Directrice déléguée d'IMT Atlantique Bretagne Pays-de-la-Loire
- Hervé Biaußer** Directeur Général de CentraleSupélec
- Sophie Commereuc** Directrice générale de SIGMA Clermont
- Florence Darmon** Directeur général de l'École spéciale des travaux publics (ESTP)
- Lorenzo Diez** Directeur général de l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy
- M'Hamed Drissi** Directeur de l'Institut national des sciences appliquées de Rennes (INSA Rennes)
- Denis Guibard** Directeur de Télécom École de Management
- Olivier Lesbre** Directeur de l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE-SUPAERO)
- Gérard Pignault** Directeur général de l'École supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon (CPE Lyon)
- Yves Poilane** Directeur général de TELECOM ParisTech
- Arnaud Poitou** Directeur de l'École centrale de Nantes (ECN)

- Loïck Roche** Directeur général de Grenoble École de Management
- Gilles Trystram** Directeur général d'AgroParisTech

- Anne-Lucie Wack** Présidente de la CGE • Directrice générale de Montpellier SupAgro

COLLÈGE « ÉCOLES » → invités permanents

- Frank Bournois** Directeur général de l'ESCP Europe
- Christophe Digne** Directeur général de Télécom SudParis
- Nathalie Gormezano** Directrice générale de l'ISIT
- Peter Todd** Directeur général du Groupe HEC

COLLÈGE « ENTREPRISES »

- Hélène Bauduin** Responsable Marque Employeur et Recrutements – EDF – DRH Groupe
- Anne-Laure Despeaux** Responsable Image Employeur et Relations Écoles – LVMH
- Geoffroy Fourgeaud** Directeur des ressources humaines de la direction ORANGE Sud-Est

- Valérie Gaudart** Responsable du Service Marketing RH & Attraction des Talents auprès du DGA RH – ENGIE

- Sylvie Lhommet-Kilque** Directrice MAIF Associations & Collectivités – MAIF

- Yves Portelli** Directeur général adjoint • Enseignement-Recherche-Formation à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France

COLLÈGE « AUTRES ORGANISMES »

- Jean Bastianelli** Proviseur du Lycée Louis le Grand (Paris) et Président de l'Association des proviseurs de lycées à classes préparatoires aux Grandes écoles (APLCPGE)
- Jean-François Beaux** Président de l'UPA
- Maurice Thevenet** Délégué général de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE)
- Joël Thomas** Délégué général des Ingénieurs et scientifiques de France (IESF)

La délégation générale



Délégué général
Philippe Régimbart
(à compter du 1^{er} octobre 2017)
☎ 01 46 34 77 62
philippe.regimbart@cge.asso.fr



Délégué général
Francis Jovanjean
(jusqu'au 11 septembre 2017)

Responsable Administratif
et financier
Chargée de mission Handicap -
Responsable de la Vie légale
Stéphanie Lefèvre
☎ 01 46 34 77 62
stephanie.lefevre@cge.asso.fr



Responsable Information-Process
Isabelle Laurencot
☎ 01 46 34 77 56
isabelle.laurencot@cge.asso.fr



Responsable Accréditation
Géraldine Cellier
☎ 01 46 34 77 61
geraldine.cellier@cge.asso.fr



Chargée de mission Chapitre
des écoles de management, Égalité
femmes/hommes - Assistante de
la présidente
Françoise Grot
☎ 01 46 34 57 59
francoise.grot@cge.asso.fr

Chargé de mission Communication
André Bismuth
☎ 01 46 34 77 58
andre.bismuth@cge.asso.fr



Alternante communication
Mélanie Goncalves
☎ 01 46 34 77 58
melanie.goncalves@cge.asso.fr



Chargée de mission Entreprises
et Formation
Imen Missaoui
☎ 01 46 34 77 57
imen.missaoui@cge.asso.fr



Chargé de mission Relations
internationales et Ouverture sociale
Jules Meunier
☎ 01 46 34 77 63
jules.meunier@cge.asso.fr

Chargée des Relations
parlementaires
Chargée de mission Amont
et Recherche & Transferts
Nadia Hilal
☎ 01 46 34 77 59
nadia.hilal@cge.asso.fr



Chargé de mission Développement
durable et RSE - Aval - Vie
étudiante, en charge des relations
avec les Conférences régionales
Gérald Majou de La Débutrie
☎ 01 46 34 57 58
gerald.majou@cge.asso.fr



Statisticienne
Elisabeth Bouyer
☎ 02 99 05 32 87
elisabeth.bouyer@cge.asso.fr

Accueil et réception
☎ 01 46 34 08 42
contact@cge.asso.fr

Écoles membres de la CGE

- 2IE www.2ie-edu.org
- ▶ **Agrocampus Ouest** www.agrocampus-ouest.fr
- **AgroParisTech** www.agroparistech.fr
- ▶ **AgroSup Dijon** www.agrosupdijon.fr
- **Arts et Métiers ParisTech** www.ensam.eu
- ▶ **AUDENCIA BUSINESS SCHOOL** www.audencia.com
- **BBS** www.brest-bs.com
- ▶ **Bordeaux Sciences Agro** www.agro-bordeaux.fr
- **Bordeaux-INP - ENSEIRB-MATMECA**
www.enseirb-matmeca.bordeaux-inp.fr
- ▶ **Bordeaux-INP - ENSGTI** www.ensgti.univ-pau.fr
- **BSB - Burgundy School of Business**
www.weare.bsb-education.com
- ▶ **CELSA Paris - Sorbonne** www.celsa.fr
- **Centrale Lille** www.ec-lille.fr
- ▶ **Centrale Lyon** www.ec-lyon.fr
- **Centrale Marseille** www.centrale-marseille.fr
- ▶ **Centrale Nantes** www.ec-nantes.fr
- **CentraleSupélec** www.centralesupelec.fr
- ▶ **CFJ** www.cfjparis.com
- **CFVG** www.cfvg.org
- ▶ **Chimie ParisTech** www.enscp.fr
- **CNAM** www.cnam.fr
- ▶ **CPE Lyon** www.cpe.fr
- **EA** www.ecole-air.fr
- ▶ **EBI** www.ebi-edu.com
- **ebs Paris** www.ebs-paris.fr/ecole-management
- ▶ **ECAM Lyon** www.ecam.fr
- **ECAM Rennes-Louis de Broglie**
www.ecam-rennes.fr
- ▶ **ECAM-EPMI** www.ecam-epmi.fr
- **ECE Paris** www.ece.fr
- ▶ **École des Ponts ParisTech** www.enpc.fr
- **ECPM** www.ecpm.unistra.fr
- ▶ **EDC** www.edcparis.edu
- **EDHEC Business School** www.edhec.com
- ▶ **EFREI Ecole d'Ingénieurs** www.efrei.fr
- **EHESP** www.ehesp.fr
- ▶ **EHTP** www.ehtp.ac.ma
- **EI.CESI** www.eicesi.fr
- ▶ **EIGSI** www.eigsi.fr
- **EISTI** www.eisti.fr
- ▶ **EIVP** www.eivp-paris.fr
- **EM Normandie**
www.ecole-management-normandie.fr
- ▶ **EM Strasbourg** www.em-strasbourg.eu
- **EME** www.ecole-eme.fr
- ▶ **emlyon business school** www.em-lyon.com
- **EN** www.ecole-navale.fr
- ▶ **ENA** www.ena.fr
- **ENAC** www.enac.fr
- ▶ **ENGEES** www.engees.unistra.fr
- **ENI Brest** www.enib.fr
- ▶ **ENI Metz** www.enim.fr
- **ENIM** www.enim.ac.ma
- ▶ **ENISE** www.enise.fr
- **ENS** www.ens.fr
- ▶ **ENS Lyon** www.ens-lyon.eu
- **ENS Paris-Saclay** www.ens-cachan.fr
- ▶ **ENS Rennes** www.ens-rennes.fr
- **ENSA-PB** www.paris-belleville.archi.fr
- ▶ **ENSAD** www.ensad.fr
- **ENSAE ParisTech** www.ensae.fr
- ▶ **ENSAI** www.ensai.fr
- **ENSAIA** www.ensaia.inpl-nancy.fr
- ▶ **ENSAIT** www.ensait.fr
- **ENSAM** www.montpellier.archi.fr
- ▶ **ENSArchitecture de Nancy** www.nancy.archi.fr
- **ENSASE** www.st-etienne.archi.fr
- ▶ **ENSBA** www.ensba.fr
- **ENSC - Bordeaux-INP** www.ensc.bordeaux-inp.fr
- ▶ **ENSC Lille** www.ensc-lille.fr
- **ENSC Montpellier** www.enscm.fr
- ▶ **ENSC Mulhouse** www.enscmu.uha.fr
- **ENSC Rennes** www.ensc-rennes.fr
- ▶ **ENSCI** www.ensci.fr
- **ENSCI Les Ateliers** www.ensci.com
- ▶ **ENSEA** www.ensea.fr
- **ENSEM** www.ensem.univ-lorraine.fr
- ▶ **ENSFEA** www.ensfea.fr
- **ENSG - Géologie** www.ensg.univ-lorraine.fr
- ▶ **ENSG - Géomatique** www.ensg.eu
- **ENSGSI** www.ensgsi.univ-lorraine.fr
- ▶ **ENSIAME** www.univ-valenciennes.fr/ensiame
- **ENSIC** www.ensic.univ-lorraine.fr
- ▶ **ENSICAEN** www.ensicaen.fr
- **ENSIIE** www.ensiie.fr
- ▶ **ENSISA** www.ensisa.uha.fr
- **ENSMM** www.ens2m.fr
- ▶ **ENSSAT** www.enssat.fr
- **ENSTA Bretagne** www.ensta-bretagne.fr
- ▶ **ENSTA ParisTech** www.ensta.fr
- **ENSTIB** www.enstib.univ-lorraine.fr
- ▶ **ENTPE** www.entpe.fr
- **ENV Alfort** www.vet-alfort.fr
- ▶ **ENVT** www.envt.fr
- **EONG** www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/eong
- ▶ **EP Louvain-La-Neuve** www.uclouvain.be
- **EP Montréal** www.polymtl.ca
- ▶ **EP Paris** www.polytechnique.fr
- **EPF** www.epf.fr
- ▶ **EPITA** www.epita.fr
- **ESA Angers** www.groupe-esa.com
- ▶ **ESA Lyon-Bron** www.esa.sante.defense.gouv.fr
- **ESA Paris** www.esa-paris.fr
- ▶ **ESAIP** www.esaip.org
- **ESB** www.ecoledubois.fr
- ▶ **ESC Clermont** www.esc-clermont.fr
- **ESC Pau** www.esc-pau.fr
- ▶ **ESC Rennes** www.esc-rennes.fr
- **ESCE** www.esce.fr
- ▶ **ESCOM** www.escom.fr
- **ESCP Europe** www.escpeurope.eu



- ▶ **ESDES Ecole de management** www.esdes.fr
- **ESEO** www.eseo.fr
- ▶ **ESIEA** www.esiea.fr
- **ESIEE Amiens** www.esiee-amiens.fr
- ▶ **ESIEE Paris** www.esiee.fr
- **ESIGELEC** www.esigelec.fr
- ▶ **ESIGETEL** www.esigetel.fr
- **ESILV** www.esilv.fr
- ▶ **ESITC Caen** www.esitc-caen.fr
- **ESM Saint-Cyr** www.st-cyr.terre.defense.gouv.fr
- ▶ **ESME-SUDRIA** www.esme.fr
- **ESPCI Paris** www.espci.fr
- ▶ **ESPRIT** www.esprit.ens.tn
- **ESSCA** www.essca.fr
- ▶ **ESSEC** www.essec.fr
- **ESTACA** www.estaca.fr
- ▶ **ESTIA** www.estia.fr
- **ESTP** www.estp.fr
- ▶ **EVDG** www.ecole-valdegrace.santé.defense.gouv.fr
- **Gembloux Agro Bio Tech** www.fusagx.be
- ▶ **Grenoble Ecole de Management (GEM)**
www.grenoble-em.com
- **Grenoble INP - Ense3** www.ense3.grenoble-inp.fr
- ▶ **Grenoble INP - ENSIMAG** www.ensimag.grenoble-inp.fr
- **Grenoble INP - ESISAR** www.esisar.grenoble-inp.fr
- ▶ **Grenoble INP - Génie Industriel**
www.genie-industriel.grenoble-inp.fr
- **Grenoble INP - Pagora** www.pagora.grenoble-inp.fr
- ▶ **Grenoble INP - PHELMA** www.phelma.grenoble-inp.fr
- **Groupe ESC Troyes** www.groupe-esc-troyes.com
- ▶ **Groupe Sup de Co La Rochelle**
www.esc-larochelle.fr
- **HEC Liège** www.hec.ulg.ac.be
- ▶ **HEC Montréal** www.hec.ca
- **HEC Paris** www.hec.fr
- ▶ **HEI** www.hei.fr
- **IAV Hassan II (MAROC)** www.iav.ac.ma
- ▶ **ICAM Lille** www.icam.fr
- **ICAM Nantes** www.icam.fr
- ▶ **ICAM Toulouse** www.icam.fr
- **ICD International Business School**
www.icd-ecoles.com
- ▶ **ICN Business School** www.icn-groupe.fr
- **IEP Lille** www.sciencespo-lille.eu
- ▶ **IEP Lyon** www.sciencespo-lyon.fr
- **IESEG** www.ieseg.fr
- ▶ **IFM** www.ifm-paris.com
- **IFP School** www.ifp-school.com
- ▶ **IMT Atlantique Bretagne-Pays de la Loire**
www.imt-atlantique.fr
- **IMT Lille Douai** www.imt-lille-douai.fr
- ▶ **INPT** www.inpt.ac.ma
- **INSA Centre Val de Loire**
www.insa-centrevaldeloire.fr
- ▶ **INSA Lyon** www.insa-lyon.fr
- **INSA Rennes** www.insa-rennes.fr
- ▶ **INSA Rouen** www.insa-rouen.fr
- **INSA Strasbourg** www.insa-strasbourg.fr
- ▶ **IN ulouse** www.insa-toulouse.fr
- **INSEAD** www.insead.edu
- ▶ **INSEEC Business School** www.inseec-bs.com
- **Institut d'Optique** www.institutoptique.fr
- ▶ **IPAG Business School** www.ipag.fr
- **ISA Lille** www.isa-lille.fr
- ▶ **ISAE-ENSMA** www.ensma.fr
- **ISAE-SUPAERO** www.isae-supaero.fr
- ▶ **ISARA-Lyon** www.isara.fr
- **ISC Paris** www.iscparis.fr
- ▶ **ISEN Brest** www.isen.fr/brest.asp
- **ISEN Lille** www.isen-lille.fr
- ▶ **ISEN Toulon** www.isen.fr/toulon.asp
- **ISEP** www.isep.fr
- ▶ **ISG** www.isg.fr
- **ISIT** www.isit-paris.fr
- ▶ **ISMANS** www.ismans.fr
- **ITECH Lyon** www.itech.fr
- ▶ **KEDGE BS** www.kedgebs.com
- **L'Ecole de design** www.lecolededesign.com
- ▶ **Mines Albi** www.mines-albi.fr
- **Mines Alès** www.mines-ales.fr
- ▶ **Mines Nancy** www.mines-nancy.univ-lorraine.fr
- **Mines ParisTech** www.mines-paristech.fr
- ▶ **Mines Saint-Etienne** www.mines-stetienne.fr
- **Montpellier Business School**
www.montpellier-bs.com
- ▶ **Montpellier SupAgro** www.supagro.fr
- **NEOMA BS** www.neoma-bs.fr
- ▶ **Novancia Business School Paris** www.novancia.fr
- **Oniris** www.oniris-nantes.fr
- ▶ **Polytech Clermont-Ferrand**
www.polytech.univ-bpclermont.fr
- **Polytech Grenoble** www.polytech-grenoble.fr
- ▶ **Polytech Lille** www.polytech-lille.fr
- **Polytech Marseille** www.polytech.univ-amu.fr
- ▶ **Polytech Montpellier**
www.polytech.univ-montp2.fr
- **Polytech Nancy** www.esstin.univ-lorraine.fr
- ▶ **Polytech Nantes** www.polytech.univ-nantes.fr
- **Polytech Orléans** www.univ-orleans.fr/polytech
- ▶ **Polytech Tours** www.polytech.univ-tours.fr
- **PSB Paris School of Business** www.psbedu.paris
- ▶ **Sciences Po Paris** www.sciencespo.fr
- **SIGMA Clermont** www.sigma-clermont.fr
- ▶ **SKEMA** www.skema-bs.fr
- **SUP'COM Tunis** www.supcom.mincom.tn
- ▶ **SUPMECA** www.supmeca.fr
- **TBS** www.tbs-education.fr
- ▶ **TELECOM Ecole de Management**
www.telecom-em.eu
- **TELECOM ParisTech** www.telecom-paristech.fr
- ▶ **Télécom Physique Strasbourg**
www.telecom-physique.fr
- **TELECOM SudParis** www.telecom-sudparis.eu
- ▶ **Toulouse INP - El Purpan** www.purpan.fr
- **Toulouse INP - ENI Tarbes** www.enit.fr
- ▶ **Toulouse INP - ENM** www.enm.meteo.fr
- **Toulouse INP - ENSAT** www.ensat.fr
- ▶ **Toulouse INP - ENSEEIHT** www.enseeiht.fr
- **Toulouse INP - ENSIACET** www.ensiacet.fr
- ▶ **UniLaSalle** www.unilasalle.fr
- **Université Paris-Dauphine** www.dauphine.fr
- ▶ **UPM** www.upm.es
- **UTBM** www.utbm.fr
- ▶ **UTC** www.utc.fr
- **UTT** www.utt.fr

Entreprises et organismes membres de la CGE

Entreprises membres

- ▶ **CCI FRANCE** www.cci.fr
- **CCI Paris Ile-de-France** www.cci-paris-idf.fr
- ▶ **EDF** www.edf.fr
- **ENGIE** www.engie.com/fr
- ▶ **INTERNATIONAL SOS** www.internationalsos.com
- **LVMH** www.lvmh.fr
- ▶ **MAIF** www.maif.fr
- **ORANGE** www.orange.com

Entreprises partenaires

- **Accenture** www.accenture.com/fr
- ▶ **ADP** www.parisaeroport.fr
- **AXA France** www.axa.fr
- ▶ **Campus Véolia Environnement** www.campus.veolia.com
- **Capgemini France** www.fr.capgemini.com
- ▶ **CDC** www.caissesdesdepots.fr
- **CVTrust** www.cvtrust.com
- ▶ **Groupe Bouygues** www.bouygues.com
- **Groupe PSA** www.groupe-psa.com
- ▶ **InVivo** www.invivo-group.com
- **Neovia by InVivo** www.neovia-group.com
- ▶ **SCA France** www.sca.com
- **SNCF** www.sncf.com/fr

Organismes membres

- ▶ **ABG-Intelli'agence** www.intelligence.fr
- **AI Cesi** www.aicesi.net
- ▶ **Amicale ISAE - SUPAERO - ENSICA** www.supaero.org
- **Anasup** www.anasup.fr
- ▶ **ANRT** www.anrt.asso.fr
- **AOCDTF** www.compagnons-du-devoir.com
- ▶ **AP-HEC** www.aphec.it-sudparis.eu
- **APLCPGE** www.aplcpge.free.fr
- ▶ **APPLS** www.netvibes.com/appls
- **Association AIHP** www.aaihp.fr
- ▶ **Association AX** www.polytechniciens.com
- **Association des Supelec** www.asso-supelec.org
- ▶ **Association ENSAM** www.arts-et-metiers.asso.fr
- **Association ENSM Saint Etienne** www.mines-saint-etienne.org
- ▶ **Association ENSTA ParisTech Alumni** www.ensta.org
- **Association ESCP Europe Alumni** www.escpeuropealumni.org
- ▶ **Association HEC** www.hecalumni.fr
- **Association TELECOM ParisTech alumni** www.telecom-paristech.org
- ▶ **CDGEB** www.cdgeb.org
- **ENAC Alumni** www.alumni.enac.fr
- ▶ **EURECOM** www.eurecom.fr
- **FNEGE** www.fnege.org
- ▶ **GENES** www.groupe-genes.fr
- **Grenoble INP** www.grenoble-inp.fr
- ▶ **IESF** www.home.iesf.fr
- **IMT** www.mines-telecom.fr
- ▶ **ISTP** www.istp-france.com
- **La Cellulose** www.pagora.grenoble-inp.fr
- ▶ **MINES Paristech Alumni** www.mines-paris.org
- **N+i** www.nplusi.com/fr
- ▶ **Toulouse INP** www.inp-toulouse.fr
- **UPA** www.upa.it-sudparis.eu
- ▶ **UPLEGESS** www.uplegess.org
- **UPLS** www.upls.it-sudparis.eu
- ▶ **UPS** www.prepas.org/ups
- **UPSTI** www.upsti.fr

